le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Les espoirs fauchés des Roms dans l'Union européenne

2007, L'Union européenne, forteresse souriant aux riches et ouverte à la libre circulation des capitaux, mais grimaçant et fermée envers ces éternels parias de l'Histoire que sont les Roms, s'élargit à la Roumanie et à la Bulgarie. En quoi cette nouvelle donne modifiera-t-elle le sort de ce peuple méconnu, souvent stigmatisé et parfois soumis aux pires objections ?

Photo d'Éric Roset

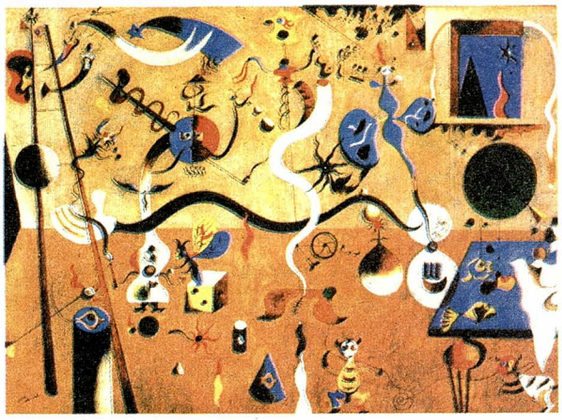
M 02137 - 1460 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Toute vérité franchit trois étapes. D'abord elle est ridiculisée. Ensuite, elle subit une forte opposition. Puis elle est considérée comme ayant toujours été une évidence. »
Arthur Schopenhauer

hebdo n° 1460
du 11 au 17 janvier 2007



Les SDF, le logement et les élections, par P. Schindler, *page 4*

Saddam est mort, par Jipé, *page 5*

L'autruche est de retour, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Nouvelles des fronts, par Hugues, *page 7*

Les 1 000 de Cachan luttent toujours, par eux-mêmes, *page 8*

Pour en finir avec **le spectre de Dieu,** par le Groupe de Paris du Mouvement surréaliste, *page 9*

Dossier sur les **Roms,** *page 11*

Le dernier numéro de ***Réfractions,*** par R. Furth, *page 15*

Black Book, par Mato Copé, *page 17*

Fresnes, une prison française, par Nicole, *page 19*

¿Donde estàn?, par S. Jacaré, *page 19*

Le « musée du Hochet », par N. Potkine, *page 20*

Le « Maitron des anarchistes », par H. Lenoir, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

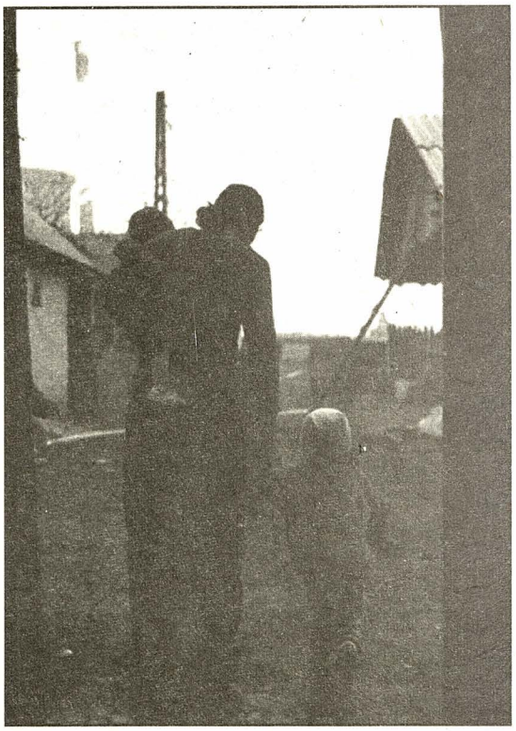


Photo d'Éric Roset

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Deux nouveaux pays font maintenant partie intégrante de l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie, donnant une bouffée d'oxygène aux capitalistes européens unis pour exploiter de nouveaux marchés. Bien sûr, les habitants de ces pays, pour certains d'entre eux, vont voir une amélioration sensible de leur niveau de vie, mais qu'en sera-t-il des minorités, telles que les Roms, qui déjà là-bas sont l'objet de discriminations, plus encore, et ce n'est pas peu dire, que dans le reste de l'Europe. Mais le bien-être des habitants n'est pas la préoccupation majeure des technocrates qui ont décidé de cette intégration. L'extension des marchés de la consommation et de la main-d'œuvre est la principale motivation de nos européanocrates.

Comme chaque année à la même période, des sans-abri meurent de froid dans nos pays riches. En France, des millions de logements sont vides, réservés à la spéculation, pendant ce temps des milliers de sans-abri dorment où ils peuvent, y compris sur les bouches d'aération du métro d'où s'exhale la chaleur du réseau qui leur est interdit. La RATP a supprimé pratiquement tous les bancs des stations, pour les remplacer par des sièges inconfortables la garantissant contre un usage prolongé. Ses milices de gros bras patrouillent afin d'éradiquer les occupants indésirables. Campagne présidentielle oblige, certains n'hésitent pas à embrigader les sans-abri pour peser sur les partis politiques. Le pouvoir en place, comme chaque année depuis 1954, promulgue des lois qui ne seront jamais appliquées: les SDF ne votent pas. Mais les SDF qui sont morts de froid sous leurs tentes avaient au moins la satisfaction de leur utilité sociale; n'ont-il pas épargné des millions d'euros de publicité au grand groupe d'articles de sport qui voit son nom décuplé sur les écrans de télé à chaque reportage sur le sujet?

Pendant ce temps, le monde continue à tourner de travers. Les massacres du Darfour s'étendent aux régions limitrophes du Tchad. Et, si l'ONU se sent impuissante à éradiquer les exactions des milices soutenues par les pourritures qui sont à la chefferie de l'État soudanais, les fonctionnaires de cette organisation internationale violent en toute impunité les enfants rescapés des horreurs perpétrées en cette région. Car, si l'ONU se donne le droit unilatéral d'intervenir militairement dans n'importe quel Etat du monde, excepté chez les membres permanents du Conseil de sécurité, elle n'a aucun droit de juger les saloperies que commettent ses fonctionnaires. Encore une fois les arcanes du droit international protègent les criminels, aux dépens des victimes. Vladimir Poutine, à l'automne dernier, promettait que les assassins d'Anna Politkovskaïa, cette journaliste qui a osé mettre son nez dans le pourrissoir tchétchène, seraient retrouvés. On attend toujours...

Que crève le vieux monde !

L'hypocrisie du nouvel an

Libertad

Ah! Ah! C'est le jour de l'an! La voix claire de l'enfant et la voix cassée du vieillard entonnent la même ballade: la ballade des vœux et souhaits. L'ouvrier à son patron, le débiteur à son créancier, le locataire à son propriétaire, disent la ritournelle de la bonne et heureuse année.

Le pauvre et la pauvresse s'en vont par les rues chanter la complainte de la longue vie.

Ah! Ah! C'est le jour de l'an!

Il faut que l'on rie! Il faut que l'on se réjouisse. Que toutes les figures prennent un air de fête. Que toutes les lèvres laissent échapper les meilleurs souhaits. Que sur toutes les faces se dessine le rictus de la joie. C'est le jour du mensonge officiel, de l'hypocrisie sociale, de la charité pharisienne. C'est le jour du truqué et du faux, c'est le jour du vernis et du convenu.

Les faces s'illuminent et les maisons s'éclairent! Et l'estomac est noir et la maison est vide. Tout est apparat, tout est façade, tout est leurre, tout est tromperie! La main qui serre la vôtre est une griffe ou une patte. Le sourire qui vous accueille est un rictus ou une grimace. Le souhait qui vous reçoit est un blasphème ou une moquerie.

Dans la curée âpre des appétits, c'est l'armistice, c'est la trêve. Dans l'âpre curée des batailles, c'est le jour de l'an. On entend l'écho qui répète la voix du canon et qui redit le sifflet de l'usine. La mitrailleuse fume encore et encore; la chaudière laisse échapper la vapeur. L'ambulance regorge de blessés et l'hôpital refuse des malades. L'obus a ouvert ce ventre et la machine a coupé ce bras. Les crimes des mères, les pleurs des enfants, font retentir à nos oreilles l'affreuse mélodie de la douleur, toujours la même. Le drapeau blanc flotte: c'est l'armistice, c'est la trêve, pour une heure et pour un jour, les mains se tendent, les faces se sourient, les lèvres bégaient des mots d'amitié: ricanements d'hypocrisie et de mensonges.

Bonne vie à toi, propriétaire? qui me jettera sur le pavé de la ville sans t'occuper du froid ou de l'averse... Bonne vie à toi, patron? qui me diminua ces jours derniers, parce que faiblissait mon corps après la dure maladie que je contractai à ton service... Bonne vie, bonne vie à tous! boulangers, épiciers, débitants, qui enserriez ma misère de vos péages honteux et qui teniez commerce de chacun de mes besoins, de chacun de mes désirs. Et bonne vie et bonne santé à tous, mâles et femelles, lâchés à travers la civilisation: bonne année à toi l'ouvrier

honnête ? à toi, maquereau régulier ? à toi, cataloguée du mariage ? à toi, inscrit aux livres de police ? à vous tous dont chacun des gestes, chacun des pas, est un geste et un pas contre ma liberté, contre mon individualité ?

Ah ! Ah ! Bonne vie et bonne santé ?

Vous voulez des vœux, en voilà : que crève le propriétaire qui détient la place où j'étends mes membres et qui me vend l'air que je respire ! Que crève le patron qui, de longues heures, fait passer la charrue de ses exigences sur le champ de mon corps ! Que crèvent ces loups âpres à la curée qui prélèvent la dîme sur mon coucher, mon repos, mes besoins, trompant mon esprit et empoisonnant mon corps ! Que crèvent les catalogués de tous sexes avec les désirs humains qui ne se satisfont que contre promesses, fidélités, argent ou platitudes ! Que crève l'officier qui commande le meurtre et le soldat qui lui obéit ; que crèvent le député qui fait la loi et l'électeur qui fait le député ! Que crève le riche qui s'accapare une si large part du butin social ! Mais que crève surtout l'imbécile qui prépare sa pâtée.

Ah ! Ah ! C'est le jour de l'an !

Regardez autour de vous. Vous sentez plus vivant que jamais le mensonge social. Le plus simple d'entre vous devine partout l'hypocrisie gluante des rapports sociaux. Le faux apparaît à tout pas. Ce jour-là, c'est la répétition de tous les autres jours de l'an. La vie actuelle n'est faite que de mensonge et de leurre. Les hommes sont en perpétuelle bataille. Les pauvres se baladent du sourire de la concierge au rictus du bistrotier et les riches de l'obséquiosité du laquais aux flatteries de la courtisane. Faces glabres et masques de joie. La caresse de la putain a comme équivalent le sourire de la femme mariée. Et la défense du maquereau est pareille à la protection de l'époux. Truquages et intérêts. Pour que nous puissions chanter la vie, un jour, en toute vérité, il faut, disons-le bien hautement, laisser le convenu et faire un âpre souhait : que crève le vieux monde avec son hypocrisie, sa morale, ses préjugés qui empoisonnent l'air et empêchent de respirer. Que les hommes décident tout à coup de dire ce qu'ils pensent.

Faisons un jour de l'an où l'on ne se fera pas de vœux et de souhaits mensongers, mais où, au contraire, on videra sa pensée à la face de tous. Ce jour-là, les hommes comprendront qu'il n'est véritablement pas possible de vivre dans une pareille atmosphère de lutte et d'antagonismes. Ils chercheront à vivre d'autre façon. Ils voudront connaître les idées, les choses et les hommes qui les empêchent de venir à plus de bonheur.

La propriété, la patrie, les dieux, l'honneur courront risque d'être jetés à l'égout avec ceux qui vivent de ces puanteurs. Et sera universel ce souhait qui semble si méchant et qui est pourtant rempli de douceur : que crève le vieux monde ! **L.**

L'Anarchie, n° 90, 27 décembre 1906.

Prendre les SDF pour des moulins à vent !

CHIRAC QUALIFIE le quotidien des SDF nouvelle grande cause nationale, quatre mois avant la présidentielle ! Évidemment, ça fait plus social et porteur que le délicat des toujours sans-papiers ! Annoncer une mesure, applicable en 2012 « le temps de mettre en place un plan d'urgence (!) », ne mange pas de pain. Prenant de court « Sarkozy-de-quoi-je-me-mêle », qui avait nommé, il y a quinze jours, le médiatique et habitué des lieux de noces de la capitale Arno Karlsfeld (celui qui adore poser nu sur son vélo) responsable du dossier, c'est au tour de Borloo de charger Xavier Emmanuelli de remettre son torchon au Premier ministre.

Pourtant, nous, militants de terrain, n'avons pas oublié l'accueil que Borloo nous a réservé alors que, en plein mois d'août, nous avons accompagné les SDF sous ses fenêtres. Il nous a reçus avec mépris, refusant de recevoir les porte-paroles, qu'il confia à un vague sous-fifre. Il est vrai qu'à l'époque le sujet n'intéressait pas grand-monde, sinon deux associations de mal-logés et une poignée de militants anarchistes et d'Act-Up Paris ! Je me souviendrai longtemps des SDF, massés sous les fenêtres du ministre, encerclés par autant de flics et de CRS, tandis que ses enfants, qui jouaient dans le bâtiment, leur faisaient des grimaces !

Puis, c'est sans vergogne que, quelques jours avant la rentrée de septembre 2006, des représentants de Delanoë, « notre bon maire de mes deux mairies », comme dirait Léo Ferré, trouvaient ces campings sauvages dignes d'effrayer les touristes étrangers et de faire tache dans les nouveaux quartiers vendus aux bobos. Ses « négociateurs », après avoir constaté la « mauvaise volonté des sans toit ni droits » refusant d'être répartis dans des centres d'hébergement où la violence règne et où les couples sont séparés, envoyèrent les forces de l'ordre les évacuer *manu militari*. Si les plus chanceux trouvèrent une place dans de rares centres de réinsertion, la plupart finirent au bord du périphérique pollué et dangereux, voire exilés dans la forêt de Fontainebleau, en lointaine banlieue.

Aussi, quatre mois plus tard, le problème est-il devenu une urgence et, surtout, un argument électoral choc ! Évidemment, le nouveau et « propre sur lui » mouvement des « Enfants de Don Quichotte », qui a réinvesti le canal Saint-Martin, toujours flanqué du Dal, fait meilleur genre que les va-nu-pieds de l'été. En ce mois de janvier, les tentes ne risquent pas de choquer les touristes qui préfèrent les Caraïbes ou les prestigieuses pistes de ski !

Enfin, qu'apportera une loi concoctée à la va vite ? Suffirait-elle à convaincre les élus locaux de se bouger les fesses ? Quid du financement de logements pour plus de 3 millions de « sans-toit » ? On sait très bien que, avec la décentralisation, il reviendra aux communes et départements… Les élus de Neuilly-sur-Seine et autres niches dorées seront-ils sensibles à l'appel à solidarité du bon président des franchouillards ? En 2005, seulement 76 000 habitations, destinées aux plus précaires, ont été financées et 90 000, soit disant recensées en 2006 ! Il faudrait donc mettre le turbo pour atteindre les millions de logements nécessaires d'ici à 2012 ! D'autant qu'il faut en moyenne, selon le *Canard enchaîné*, trois ans pour rendre praticable une maison relais et que celles existantes tirent la langue. Plus de la moitié sont en déficit, rognent sur les dépenses d'énergie, alimentaires et en personnel qualifié.

S'agit-il plus simplement du dernier coup de frime d'un dirigeant voulant échapper au vide historique qu'il laissera derrière lui, avec un dernier « coup du lapin, sorti par magie de son chapeau de triste clown » ? Et Sarkopen, pris de vitesse par le « chef », comptait-il envoyer son copain Karlsfeld, le chouchou du *Paris by night*, convaincre les instances locales, en maillot de bain et avec une plume dans le derrière ? Allons-nous assister à une surenchère de promesses « opposables », de droite et de gauche ? Je crois surtout que ce pays s'enfonce dans le ridicule, le gadget médiatique et la manie du scoop. Debout, les damnés de la Terre : ne comptons que sur nos propres forces et, comme on disait déjà au début des années soixante-dix : « On a raison d'occuper les maisons vides ! »

Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Photo de Daniel Maunoury. 30 décembre 2006 : des SDF campent le long du canal Saint-Martin.

Saddam à poil sur Internet

« À Falaise, une truie s'étant montrée particulièrement cruelle envers un enfant, le juge ordonna qu'avant d'être pendue elle fût mutilée à la tête et à la jambe. On lui coupa le groin, à la place duquel on appliqua un masque de figure humaine. » Galeron, *Statistique de Falaise,* 1827 (tome I, p. 83). (In wikipédia: *Procès intentés aux animaux.)*

JE M'HONORE de résider dans une commune (Saint-Denis) où le maire a baptisé une rue du nom de Mumia Abou Jamal et un peu moins, mais quand même un peu, de travailler dans la ville (Choisy-le-Roi) où Jules Bonnot a été tué par les flics parmi un grand renfort de braves gens arrivés à hue et à dia pour venir les y encourager et assister au spectacle.

Les représentations sur l'Internet du procès de Saddam Hussein procèdent, entre autres, des mêmes obscénités[1].

Notre aversion, notre dégoût pour la peine de mort légalisée, codifiée, ordonnancée, organisée dans les moindres détails, que ce soit aux États-Unis, en Chine, en Irak ou à Pitchipoï[2], ne change rien au problème. Son spectacle relève d'une même monstruosité. L'État français ne s'était pas trompé quand il exécutait les condamnés au petit matin pour soustraire cet « acte de justice » à la passion populaire. Technologie aidant, il est rare, en cherchant bien, de ne pas trouver sur le Web des images de suppliciés sommairement exécutés d'une balle dans la nuque ou, comme on peut le voir s'agissant de Saddam, pour ceux qui aiment, pendus haut et court un Coran à la main.

Que ce soit clair pour autant, il ne s'agit pas là d'un plaidoyer en faveur d'une des pires ordures que le monde ait pu engendrer. Et il en existe sans doute encore d'autres de par le monde que les méthodes terroristes de pacification par le gaz ou d'assassinat des opposants inspirent. Et le bon sens populaire, qui rejoint parfois la bonne vieille peste émotionnelle des familles, se félicite. Un seul regret: ne pas pouvoir venir personnellement trépigner sur la charogne du satrape: après tout, n'a t-il pas eu ce qu'il méritait? Il n'est pas mort, il est crevé, pourrait-on presque dire !

Analyse un peu courte qui, une fois encore, mêle justice et vengeance. C'est encore une fois Albert Camus qui nous ramène à la raison en écrivant dans ses *Réflexions sur la guillotine*: « [...] je ne crois pas qu'il faille céder à ce penchant moderne qui consiste à tout absoudre, la victime et le tueur, dans la même confusion. Cette confusion purement sentimentale est faite de lâcheté plus que de générosité et finit par justifier ce qu'il y a de pire en ce monde... »

Oui Saddam, ton cadavre pue. Mais il pue d'autant plus que ce sont bien tes frères occidentaux qui t'ont toléré au pouvoir et qui t'ont balayé dès lors que tu ne pouvais plus les servir.

La mort de notre héros va-t-elle embraser le monde arabe? Les sunnites et les chiites[4] vont-ils s'entre-dévorer?

En route pour de nouvelles aventures...

Jipé

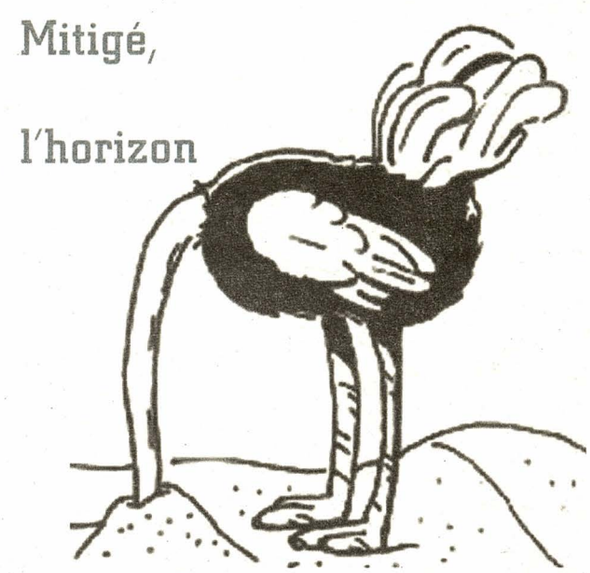
1. S'agissant de Mumia, l'affaire est d'autant plus révoltante qu'il s'agit là d'une condamnation raciste par un pouvoir blanc d'un militant noir innocent.

2. Mot yddish du lieu inconnu de la destination finale que donnaient les juifs internés à Drancy.

3. C'est ce qu'avait écrit Henry Poulaille au moment de la mort d'Hitler, mais il s'agissait là d'un suicide.

4. Très sincèrement, quelqu'un peut-il m'expliquer clairement la différence?

Quand l'autruche éternue...



TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Le ministre de l'Intérieur, se souvenant soudain que les Corses, eux aussi, sont de potentiels électeurs. Et de déclarer, sans craindre le ridicule: **« J'ai toujours aimé les Corses. »** On ne prendra pas la peine de demander aux intéressés si la réciproque est exacte, on se souvient de l'accueil qui fut réservé à Sarko, et du petit bonhomme vociférant, debout sur sa chaise... Qu'importe, il en rajoute une couche: **« La Corse n'est pas condamnée au malheur. »** On est content de l'apprendre.

Sĕgo, elle, vogue sous d'autres cieux, et visite Pékin. Ça parle business évidemment, pas des prisonniers politiques ou des camps de travail. **« C'est une nouvelle frontière, pour nous, la Chine »,** a-t-elle lancé en géographe aguerrie. Par la grâce de Royal nous voilà donc limitrophes du plus vaste goulag mondial... Paraît que c'est une chance, on va exploser nos exportations de barbelés.

Mais c'est pas parce qu'elle se balade qu'elle ne réfléchit pas, la Royal. Pour preuve, elle a trouvé LA solution à la crise du logement. Selon elle, il faudrait **« construire les 120000 logements dont on a besoin ».** Il fallait y penser... On notera au passage qu'elle n'a pas dit « logements sociaux », mais logements... Tout le ségolénisme est là, dans cette nuance.

Cependant il faut bien admettre qu'une telle clairvoyance ne serait pas possible si Royal n'était pas aussi bien entourée. Prenez Filipetti, l'ineffable Filipetti, transfuge des Verts, qui se lâche de plus en plus et n'en rate pas une. **« La gauche doit toujours faire le pari que le peuple pense »,** a-t-elle osé. Sérieusement? N'est-ce pas un pari dangereux?

A l'UMP aussi, question boulettes et sorties de route, on a ce qu'il faut, merci. La Pécresse, par exemple, qui, à propos du vote interne, informe les militants que **« ceux qui n'ont pas envie de voter Nicolas Sarkozy ne seront pas obligés de voter pour Nicolas Sarkozy ».** Mais on nage en pleine démocratie! Bon, une démocratie à candidat unique...

Finalement, l'année s'annonce plutôt bien... Les guignols sont en piste, les perles vont pleuvoir, y aura plus qu'à les ramasser. Méfiance, cependant: selon Elisabeth Teissier, **« l'année sera dominée par Jupiter et Uranus, l'horizon est donc mitigé ».** C'est cela, oui: mitigé.

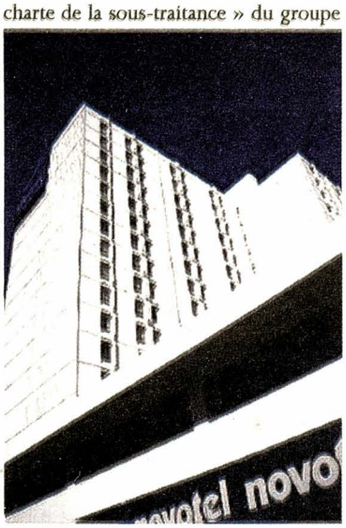
Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Soutien aux femmes de ménage en grève

Trois ans après la grève mémorable de un an des femmes de ménage d'Arcade, tout est à recommencer et à reconquérir. La société Sin et Stess a tout oublié de cette lutte, même si elle a repris le chantier à la société Arcade... Et cela malgré « une charte de la sous-traitance » du groupe



Accor, arrachée au bout de six mois de grève, il fallu attendre six autres mois pour qu'Arcade, le sous-traitant, l'applique. Vous pouvez venir soutenir les femmes de ménage en passant sur le lieu de travail ou plutôt le piquet de grève qu'elles tiennent maintenant, de 8 heures à 17 heures, à l'hôtel Novotel de Bagnolet, M° Gallieni, 1, avenue de la République. Des moments forts, charivari, sont prévus tous les jours le matin à 10 heures et l'après-midi à 14 heures.

Venez nombreux : tous les instruments de musique, y compris les casseroles et les poêles, sont les bienvenus !

Pas de place pour les assassins

Quelques militants isolés continuent la lutte contre la mémoire de l'assassin J.-P. II, place Notre-Dame, à Paris, et collent individuellement des autocollants antireligieux sur ce lieu que Delanoë, en pleine messe à l'électorat, a décidé de dédier, pour faire plaisir aux cathos intégristes, à un pape assassin. Assassin, oui, et même mort, tout comme un autre assassin, Pinochet, le sang continue à couler sur leurs mains... J.-P. II, par son refus à conseiller l'usage de la capote, est responsable d'un certain nombre des 10 000 morts du sida par jour. Pinochet, malgré le silence des médias sur son totalitarisme, est responsable de dizaines de milliers de morts au Chili durant les dix-sept années de sa dictature. Pourtant, il vient de mourir de sa belle mort, sans aucune condamnation. Ce qui ne fut pas le cas de toutes les personnes torturées durant son règne sanguinaire. Enfin, en Bretagne, une statue de J.-P. II l'assassin, qui a du sang sur les mains, haute de 9 mètres et subventionnée par la ville et le conseil régional, a été inaugurée ce week-end dans le village de Plouermel. À notre avis, ce monument ne restera pas longtemps en place... « Dans la rue des bons enfants / Notre meilleure amie, prolétaires / C'est la chimie / Il est bien possible que bientôt, il n'en reste pas / Une brique. » Comprend qui peut ou comprend qui veut... La marmite.

Respect de la dignité humaine en prison

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) considère, dans un avis rendu public que « la prison ne peut être un lieu où le détenu n'a pas accès aux droits fondamentaux garantis à tous par la loi, notamment le droit à la santé. La peine de prison se définit seulement par une privation de la liberté d'aller et venir ». Le CCNE avait été saisi, en janvier 2005, par l'Observatoire des prisons, des problèmes éthiques liés au secret médical et aux conditions de consultation médicale de détenus menottés et en présence de surveillants. Le CCNE a élargi sa saisine à « l'ensemble des questions soulevées par les liens entre la santé, la médecine et la prison ». Le comité recommande de

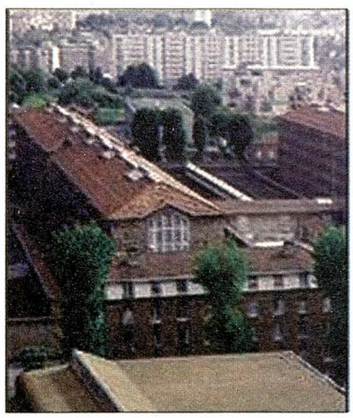
« faire en sorte que les personnes atteintes de maladie mentale grave ne soient pas envoyées en prison » et que la loi du 4 mars 2002 (qui a déjà été favorable à... Papon, sans qu'elle pose aucun problème à l'époque...), permettant la suspension de peine en fin de vie ou lorsque l'état de santé est « durablement incompatible avec le maintien en détention », soit appliquée à tous. Le CCNE demande également la réduction du recours aux mesures d'isolement en cellule de discipline (le mitard) et en quartier disciplinaire, qui « présentent des risques pour la santé mentale du détenu ». « Médicaliser la sécurité par le recours aux psychotropes est une facilité apparente » et « son excès constitue une atteinte à la santé et à la dignité », estime encore le CCNE.

Ils sont devenus fous !

Des juges ont, pour la première fois en France, condamné une femmede trente-neuf ans séropositive à rembourser ses soins à la Sécurité sociale et à dix mois ferme pour avoir transmis le sida à son partenaire en connaissance de cause, ainsi qu'à verser 176 000 euros de dommages et intérêts. En outre, Mme Texeira Carvelho devra payer près de 5 000 euros à la Sécurité sociale, montant dépensé pour l'instant pour les soins désormais nécessaires à son ex-compagnon. Bon, même si c'est pas très « fair-play » de ne pas tenir son partenaire au courant de son statut sérologique, est-ce que maintenant l'État compte se désengager du remboursement à 100 % des soins pour les personnes séropositives et rechercher systématiquement un coupable pour les payer ? Sans parler de la criminalisation, sous-jacente, des personnes séropositives ! L'État, au lieu de gaspiller les euros, ferait mieux de réinstaurer la prévention et l'information dans les écoles, les bureaux, dans la rue, enfin partout où les gens passent, pour les informer des moyens disponibles pour échapper au virus !

Encore un mort en prison

Un détenu, condamné deux fois pour meurtre et dont la suspension de peine pour raison médicale avait été annulée en 2005, est décédé mardi à la prison de Fresnes (Val-de-Marne). Souffrant d'un cancer de la plèvre, Didier Tallineau est mort à quarante et un ans. Il est décédé alors que le tribunal d'application des peines de Créteil devait examiner, ce mercredi, une nouvelle requête en suspension médicale de peine, déposée en novembre par son avocat nantais, qui a déclaré « regretter que (son) client soit mort en détention ». « Il aurait pu mourir auprès de ses proches », a-t-il ajouté. Pour le syndicat de la magistrature : « Ce décès signe l'échec de la mesure de suspension de peine pour raison médicale. »



Nouvelles des fronts

Si l'année 2006 s'est terminée sur de nombreux mouvements sociaux, l'année 2007, malgré la trêve électorale qu'ils vont tenter d'imposer, a bien débuté avec la rébellion des comiques-croupiers qui ont fait, le soir du réveillon du 31 décembre, la grève de la roulette. Taper le bon soir au portefeuille, voilà une arme fatale. Même si ne tirer qu'une seule fois ne sera sans doute pas suffisant pour ruiner les mafieux patrons de casino et pour éviter les 3 500 suppressions d'emplois annoncées sur le tapis vert. Reste à jouer et à rejouer, noir et rouge, impair et gagne !

Fin 2006, grève à l'Institut du monde arabe, où les pétrodollars ne suffisent plus à combler le déficit, alors ce sont les travailleurs qui paient ; bilan : 10 licenciements. Journée d'action des intermittents contre la poursuite de la réforme à la baisse de leur statut de précaires permanents; grève chez Tati pour les salaires; grève bouchon victorieuse de treize jours à Alstom Belfort et obtention d'une prime de 400 euros.

Kif-kif dans le presque feu service public avec une mobilisation aux Impôts contre les suppressions d'emplois; une grève à EDF Martinique, début décembre, avec coupure de courant à la clé pour 6000 foyers; grève à France Télécom suite aux 22 000 départs naturels (sic) annoncés après les 30 000 suppressions de postes tout aussi naturelles déjà réalisées entre 2003 et 2005. Grève de six bureaux de poste parisiens contre les suppressions d'emplois et des services de nuit dans 45 tris postaux pour une revalorisation des salaires; grève toujours à la SNCF sur les réseaux régionaux contre les horaires d'hiver qui dégradent les conditions de travail et de vie; blocage du train privé Veolia sur la voie publique. Grève dans les transports à Strasbourg et à Lyon où les traminots ont frappé le 8 décembre, le jour de la fête des Lumières. Une belle grève stratégique au cœur d'un événement touristique. Grève enfin à l'Éducation nationale contre l'augmentation du temps de travail *in situ* proposée par Ségosarko. De belles initiatives ici et là qu'il faudrait fédérer afin de ne pas lutter en ordre dispersé et pour, peut-être, réussir un Front populaire en juin 2007. Petite victoire juridique avec la condamnation d'un patron de PME en région parisienne à six mois de prison avec sursis et 25 000 euros de dommages et intérêts pour l'emploi abusif de stagiaires – autrement dit pour travail dissimulé. On peut espérer au plus vite une jurisprudence contre les abuseurs.

Dans le voisinage, on sait peu de choses des mobilisations et des résistances à la mondialisation. Par contre, on a quelques échos de ses dégâts. En Allemagne, par exemple, le groupe touristique TUI va liquider 3 500 à 4 000 emplois en Europe, la BenQ Mobile (Siemens) remerciera 1 900 collaborateurs sur les 3 000 du groupe, Allianz (bancassurances) s'apprête à supprimer 5 700 emplois d'ici à la fin 2008, *a priori* sans licenciement. Reste que cela fait 5 700 emplois en moins donc 5 700 chômeurs de plus. Qu'importe, ils ne sont que 4 000 000 en République allemande. Pays-Bas : le groupe de presse VNU dégagera en 2007 4 000 salariés afin de réduire de 10 % ses coûts, et, comme à l'IMA, ce sont les salariés qui paient les barils cassés. Grande-Bretagne, deux bonnes nouvelles: la retraite est désormais accessible à partir de soixante-huit ans (progressivement et pour tous d'ici à 2024) et la rémunération des grands patrons british a augmenté de 30 % en 2006. Comme quoi, il y a une justice de classe, mais qui en doutait encore ?

États-Unis : Ford boucle son plan « social » et sacrifie 40 000 emplois; DaimlerChrysler, petit joueur, en dégage 4 000, soit 16 % de son effectif. Israël : grève des bagagistes à l'aéroport de Tel-Aviv, là encore contre des licenciements. Conséquence, une superbe pagaille et une fois encore une frappe ajustée sur un point stratégique. La lutte de classe comme la sociologie, dixit Bourdieu, est un art martial ! Chine, où le socialisme galope à reculons à la vitesse d'un stalinien repenti, le revenu réel, selon la Banque mondiale, entre 2001 et 2003, des 10 % des Chinois les plus pauvres a chuté de 2,4 %, tandis que celui des 10 % des plus riches a augmenté de 16 %. Ce qui confirme un rapport de l'ONU qui constatait que 20 % des Chinois les plus riches accaparaient 55 % des revenus du pays. Quant aux 20 % les plus pauvres, sans doute des profiteurs socialement dégénérés, ils se partageaient 4,7 % de la richesse nationale.

Pendant ce temps-là, Renault tente de développer le télétravail, ce qui permet de réduire d'autant les frais d'infrastructures (bureaux), de 8 000 à 10 000 salariés seraient concernés. On imagine les économies ! Mais, surtout, ça permet d'anihiler pour longtemps toute velléité de collectifs de travail et de rendre la lutte syndicale encore plus difficile. Le pompon revient malgré tout à Smart, qui a fait installer des caméras dans les toilettes. Le plus fort, c'est que la cour d'appel de Metz a relaxé les tauliers et a estimé que les toilettes étaient le prolongement naturel (?) du lieu de travail. Merdre de merdre, Père Ubu, la justice est devenue folle !

Enfin, 15 % de salauds de médecins refusent les soins aux bénéficiaires de la CMU et ne sont ni poursuivis ni (encore) boycottés, et 200 tentes des Enfants de don Quichotte abritent les SDF en plein Paris. Espérons que 2007 inversera les rapports de force et, pour ce faire, jouons et rejouons: noir et rouge, impair et gagne !

Hugues
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

L'après-Cachan, des nouvelles !

Pour tous les expulsés de Cachan, leur situation après le déménagement du gymnase (rue des Deux-Frères) a été des plus difficiles suite à la signature du protocole par France terre d'asile, SOS Racisme et la Licra.

Les personnes sont réparties dans toute l'Ile-de-France, dans des foyers d'accueil, des hôtels (Formule1), pour beaucoup donc sans cuisine et sans possibilités de se débrouiller (faut croire que les sans-papiers ne se nourrissent que de sandwichs, faut-il encore pouvoir se les payer!) par eux-mêmes. D'ailleurs, nombre d'entre eux revinrent au gymnase lors de l'évacuation, car ils estimaient que leur foyer d'accueil était situé trop loin. Ils furent emmenés aux quatre vents dans la limite de l'Ile-de-France, obligés de quitter leurs boulots. Ce qui implique un éclatement de leur situation, une fragilisation de leurs liens collectifs, une précarisation encore plus importante de leur situation. De sorte que cette déchéance sociale et économique plonge toutes ces femmes, ces hommes et ces enfants dans une nouvelle forme de clandestinité et de précarité protégée par l'État qui les met dans une situation d'attente de régularisation.

Depuis, 31 personnes ont été régularisées sur 370 (actuellement), pour trois mois avec l'autorisation de travailler (renouvelable?), les autres sont dans l'attente et dans la peur... Qui d'entre nous serait capable de supporter cette situation?

Nous, tous, sommes déterminés à rester vigilants.

Les mille de Cachan

Témoignage théâtral « des mille de Cachan », avec Théâtre en Mouvement, le 10 février 2007 à 17 heures, dans le cadre du 4e forum social du Val de Bièvre, au 1, avenue du Parc-des-Sports, à Fresnes.

Le « Clemenceau » bourré à l'amiante !

Les premières évaluations de la quantité de matériaux amiantés présents à bord de l'ancien porte-avions *Clémenceau* ont été communiquées par le ministère de la Défense à plusieurs associations. L'expertise, effectuée par le bureau de certification Veritas, avait été lancée lors du retour du navire en France, après l'échec de la tentative d'exportation en Inde. Les chiffres fournis ne peuvent pas, en l'état, être convertis en poids d'amiante pure, selon l'association Robin des bois, qui les a diffusés. Selon ces données, sont considérés comme amiantés à bord du *Clemenceau*, dont la coque est actuellement stationnée à Brest: 17,5 kilomètres de tuyauteries calorifugées, 2,8 kilomètres de gaines de ventilation, 2380 m² de parois isolantes, 3920 m² de matelas présents dans des cloisons coupe-feu, 7120 m² de dalles et 44000 m² de peinture. L'ensemble des câbles électriques, des mastics, feutres, joints et brides doit également être considéré comme amianté. Selon le président du comité antiamiante de Jussieu, qui était opposé au démantèlement du *Clemenceau* en Inde sans dépollution préalable: « La présence d'amiante apparaît clairement supérieure à 45 tonnes, soit plus proche des estimations faites par Greenpeace que celles de la version officielle du gouvernement. Il n'y a pas une pièce où il n'y a pas d'amiante. »

Petr Pasek

Pour en finir avec le spectre de Dieu

Groupe de Paris
du Mouvement surréaliste

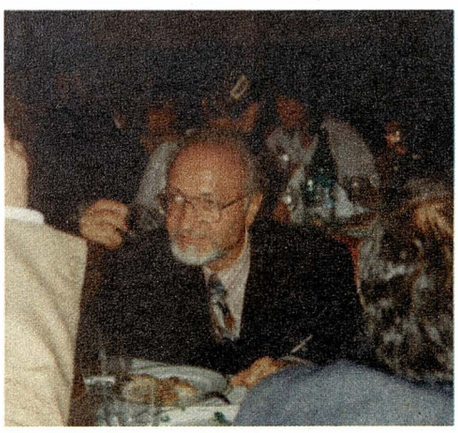
Après la Seconde Guerre mondiale, dans l'ensemble des pays économiquement développés, la religion, et particulièrement le catholicisme romain, avait dû rabattre de ses prétentions séculaires à diriger la vie des hommes dans leur intériorité, leur sexualité, leur existence sociale et morale. Une large portion de l'humanité récoltait ainsi le fruit des longues luttes antichrétiennes du XVIIIe siècle initiées par la bourgeoisie et reprises, avec encore plus de vigueur, par le mouvement ouvrier, et dont la laïcisation de la société et la relégation de la religion à la sphère privée restaient l'un des héritages les plus précieux. On respirait alors un air d'autant plus salubre que l'ancestral courant messianique qui avait traversé la religion chrétienne avait totalement déserté les églises et, abandonnant la transcendance, avait irrigué l'ensemble des courants utopistes des années 1960, tant honnis aujourd'hui par les tenants de l'ordre dominant. Par ailleurs, le dispositif d'embrigadement de l'imaginaire qui avait été durant plus d'un millénaire le monopole du christianisme était largement dépassé dans ses moyens et ses méthodes par la société du spectacle qui se mettait alors en place. À ceci près que le spectacle, qui n'est autre que la réalisation profane de la religion, s'est bien gardé de parachever son travail de dépassement du religieux : plutôt que de supprimer la religion, il l'a conservée, à titre de drame historique, à l'affiche de son répertoire. C'est ce drame qu'il remet sur la scène aujourd'hui. Avec la chute de la bureaucratie stalinienne à l'Est et l'effondrement des idéologies révolutionnaires, qui avaient tant servi à maintenir l'équilibre du système social, le capitalisme s'est retrouvé seul face à lui-même, dans le cul-de-sac de son propre succès. Plus il unifie la planète grâce à la pénétration forcenée de la marchandise, plus les fausses divisions lui sont nécessaires pour détourner ceux qu'il exploite et dont il ravage l'existence du projet de l'affronter directement. Certes, ces divisions, il ne les crée pas de toutes pièces, et il n'est nul besoin ici d'une théorie du complot pour expliquer ce processus ; c'est son propre mouvement historique – jusque dans ses erreurs de parcours, comme celle qui a consisté à renforcer l'islamisme radical pour affaiblir le capitalisme d'État soviétique – qui utilise et amplifie les divisions raciales, éthiques, sexuelles, religieuses et sociales préexistantes. Voilà pourquoi l'on assiste aujourd'hui au réveil artificiel de vieux antagonismes historiquement révolus, entre une chrétienté et un islam qui n'ont conservé de leur ancienne puissance que le noyau idéologique de la religion et quelques rituels figés assurant une plus ou moins grande inféodation des esprits et des corps, surtout là où les religieux peuvent s'appuyer

sur le bras séculier. Les uns croient découvrir un choc des civilisations (alors qu'il n'y a plus aujourd'hui sur la planète qu'une même barbarie du hamburger et du portable); les autres, représentants d'une petite-bourgeoisie musulmane frustrée qui voudrait croquer sa part du gâteau capitaliste, croient vivre un *remake* des croisades. À ce sinistre jeu de dupes se superpose en outre l'affrontement réactivé entre démocratie occidentale et totalitarisme qui avait si bien fait fonctionner le système durant plus d'un demi-siècle. Ajoutons cependant que, en soulignant toutes ces fausses oppositions, nous ne traçons pas un signe d'équivalence abusif entre des situations quotidiennes et sensibles incomparables: de même qu'au temps de la guerre froide il était préférable pour tous, prolétaires compris, de vivre dans le monde dit libre plutôt que dans le monde dit communiste, il faudrait être d'une singulière mauvaise foi pour ne pas admettre qu'on vit, dans une société islamique, plus mal qu'à peu près partout ailleurs, même si l'on n'est pas une femme, un homosexuel ou un athée, dans la simple mesure où l'on doit se conformer aux scandaleux interdits et prescriptions de la morale publique. Or, dans cette partie rejouée d'une façon tout aussi tragique, les mêmes situations autorisent les mêmes recours à de nauséabondes alliances tactiques: tout comme à l'époque du stalinisme triomphant se nouaient, contre ce qu'on appelait déjà le libéralisme, d'abominables accords tels que le pacte Molotov-Ribbentrop entre la Russie de Staline et l'Allemagne de Hitler, aujourd'hui certaines alliances du même type voient le jour entre les critiques patentés d'un libéralisme requalifié abusivement d'ultra et les pires régimes ou organisations islamistes. Ce qui est en jeu dans ces marchandages, c'est encore l'abandon de tout scrupule moral au bénéfice de la pire des confusions. Crachons donc sur l'inepte Chávez qui n'hésite pas à soutenir le criminel Ahmadinejad tout en se prenant lui-même pour l'exécuteur des volontés de Dieu; crachons sur ces gauchistes européens qui, confondant, comme ils en ont l'habitude, la population opprimée et sa représentation aliénée, accordent leur risible soutien aux ultraréactionnaires du Hamas; crachons sur ces trotskistes anglais qui font liste commune avec les fascistes verts aux élections municipales; crachons sur tous ceux qui, sous prétexte de lutter contre l'impérialisme, ne sentiraient pas sur leur épiderme tout ce qu'il y a de répugnant et d'indigne à tendre la main à un quelconque tenant d'une dogmatique religieuse. C'est que notre athéisme n'est pas une prise de position philosophique ou logique. Il est, comme l'athéisme de Sade, la tonalité d'un mode de vie, le fluide sensible dans lequel nous pouvons respirer et dans lequel notre imaginaire peut jouir de ses pouvoirs. L'athéisme des positivistes et autres anticléricaux qui accumulent les preuves de l'inexistence de Dieu nous apparaît par trop comme le fruit mal détaché de l'arbre d'un monothéisme transformé sur sa fin en simple idéologie de la transcendance. Notre athéisme est plutôt l'athéisme solaire et joyeux des Cyrénaïques ou de Lucrèce et, sur le plan sensible, exprime la position d'immanence universelle que l'on retrouve chez tous les peuples animistes, pour qui le sacré n'est autre que le sentiment de présence de la nature. C'est pourquoi l'idée d'un dieu unique et omnipotent nous paraît si dérisoire et si ennuyeuse. Et nous ne pouvons oublier que ce dieu créé à la pire image de l'homme – un vieux mâle quelque peu caractériel – a toujours servi à justifier la misère mentale de l'anthropocentrisme et sa vorace mainmise sur la merveille du monde. L'imagination, par excellence toujours portée aux excès de l'invention poétique, devrait-elle se satisfaire d'une telle triste silhouette dressée à l'horizon de ses questionnements? Le prétendu retour du religieux que le spectacle ne cesse de nous ressasser ne changera rien à une donnée fondamentale: Dieu est mort, définitivement mort, il y a déjà plus d'un siècle; il a été remplacé par la religion du Capital, dont l'argent est le prophète. Prophète qui, comme on le voit en Chine aujourd'hui, déchaîne d'autant plus les passions qu'il n'a pas à s'embarrasser d'une transcendance religieuse concurrente. Mais pour les peuples longtemps assujettis au monothéisme, quel qu'il soit, le fantôme de Dieu rôde encore, telle une outre vide qui se remplit de la réponse illusoire à toutes les frustrations, les rancœurs et les oppressions que ne cessent d'engendrer l'économie et la classe qui en retire les bénéfices. Et, comme une lourde menace, ce spectre pèse sur l'imaginaire collectif, dont il pollue le langage, confisque les espoirs et bride les élans. Se débarrasser de cette menace, c'est risquer la seule aventure qui vaille, celle de la liberté. Affirmons donc une f ois encore le caractère intrinsèquement blasphématoire, antireligieux, et par là même libérateur, de la parole poétique, et notre viscéral irrespect pour toute soumission à la baudruche du divin.

Groupe de Paris
du Mouvement surréaliste
25 décembre 2006.

Photo d'Éric Roset

Le savon Siderov, made in Bulgaria



Manus Romanov, vétéràn rom bulgare

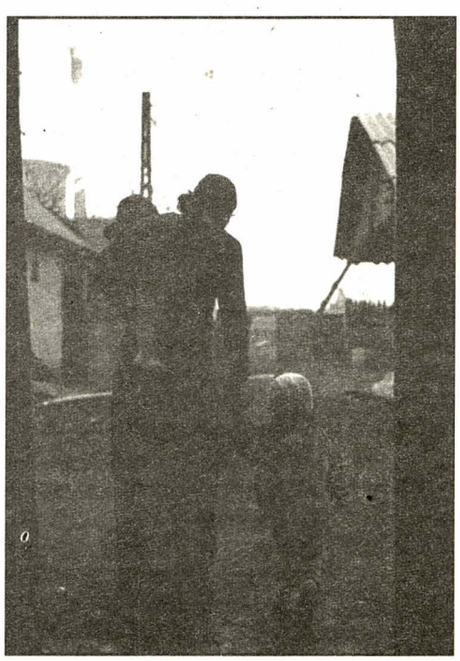


Photo d'Éric Roset

Dans aucun autre pays de l'Union européenne on entend des déclarations aussi infectes de la part d'un politicien en vue qu'en Bulgarie avec les provocations de Siderov, l'un des favoris dans la course présidentielle en 2006, appelant à « transformer les Tsiganes en savon ». Mais cette fureur verbale, largement martelée par la chaîne de télévision Ataka, ne doit pas, par son côté sensationnel, faire oublier l'omniprésence d'un racisme aussi camouflé que structuré dans toute la société. Sans ce racisme, un Siderov serait impensable.

De 1946 à 1948, la Bulgarie communiste a fait mine de reconnaître les Roms en « autorisant » (mais sans le moindre appui) l'usage de la langue romani. Or, dès les années 1950, cette reconnaissance s'est réduite à un bulletin de propagande, qui n'avait de romani que le titre « Nevo drom » (nouvelle route). En même temps, le pouvoir éparpillait les familles roms dans divers quartiers pour dissoudre – heureusement en vain – la langue et la culture romani. De 1984 à 1989, les Roms ont servi de banc d'essai à la bulgarisation des noms, appliquée peu après aux Turcs avec le scandale que l'on sait. Depuis 1990, la destruction des Roms prend d'autres formes: campagnes de presse racistes dans les années 1992-1994, violences et intimidations policières impunies, réclusion des enfants roms dans des écoles pour débiles – en achetant à vil prix l'accord des parents –, refus d'embauche au nom de la « liberté de l'entreprise », négation de l'existence d'une langue (et bien entendu d'une culture) romani. Ce dernier point peut sembler secondaire au vu des cabanes misérables de roms spoliés et survivant entre tas d'ordures et violence, mais c'est là le départ d'une logique de désintégration: quelques Roms ou prétendus tels, aidés par une Allemande raciste, cautionnent les thèses des nationalistes en jouant de leur position semi-officielle pour empêcher la vérité de transparaître à l'étranger, pour faire du romani un vague patois désarticulé (alors que, selon les chiffres de 1992, il était parlé par 99,02 % des Roms) et de la spécificité rom un comportement de débiles et de délinquants – mais en termes politiquement corrects et, bien entendu, pour bloquer dans l'œuf toute évolution initiée par des Roms. Ce terreau s'est mis à nourrir prostitution et drogue, donnant « raison » aux nettoyeurs à l'affût de prétextes. Les ONG américaines et européennes des droits de l'homme financent aveuglement cette monstrueuse machine à savon et couvrent, évidemment, avec de temps en temps de subtiles critiques de façade, ce vaste prélude à un ethnocide, voire un génocide. À l'esprit de résignation des Roms simples s'ajoutent aujourd'hui la peur et l'impuissance contre un régime auquel toutes les ONG, y compris celles présidées par des Roms ou prétendus tels, tressent jour après jour des couronnes de crédibilité démocratique – alors que l'un des principaux leaders a été compromis dans le rachat massif et drastiquement sous-payé d'appartements à des Roms pauvres au moment de la privatisation et qu'un autre est poursuivi pour harcèlement sexuel. Dans un sursaut pour la survie, on voit des familles quitter leur pays, où les Roms sont sédentaires depuis huit cents ans, et venir en Occident pour tenter d'échapper à l'enfer qu'ils subissent en Bulgarie – désormais État membre de l'Union européenne.

Marcel Courtiade

Quel peuple forment les Roms ?

Un peuple sans territoire compact, c'est-à-dire un peuple qui n'est pas majoritaire dans une aire géographique correspondant à une commune. En France, ils représentent au plus 3 % de la population.

Les Roms font-ils leur entrée dans l'Union européenne ?

Lors de la première assemblée plénière du Forum européen des Roms et « gens du voyage » à Strasbourg, en décembre 2005, l'ambassadeur de la France au Conseil de l'Europe assurait l'audience de l'engagement de son gouvernement pour l'amélioration du sort des Roms « aussi bien en France que dans leurs pays d'origine ». Un an après, l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne pose la question des Roms dans cette entité en mal d'identité comme si on découvrait à peine leur existence. Ce fut un peu similaire en 2005 avec les dix nouveaux membres, mais les 2 à 3 millions de Roms des deux derniers de l'Union semblent justifier que la question se pose avec plus de force, voire avec un air d'inédit.

À voir l'intérêt que cela suscite, on croirait que l'on découvre ce peuple d'environ 12 000 000 de personnes en Europe par les 2 à 3 millions qui seraient devenus européens au 1er janvier 2007 par la grâce de Bruxelles. C'est comme si le bourgeois de Paris n'avait mentionné dans son journal l'arrivée d'« Égyptiens » aux portes de Paris en 1427 que sous l'effet hallucinogène de l'absinthe. Comme si les édits des rois de France, d'Espagne ou d'ailleurs, condamnant à mort tout Bohémien – la loi de 1912 mettant en place le carnet anthropométrique ou celle de 1969, encadrant la vie des « nomades » devenus par la même occasion « gens du voyage » –, relevaient de livres de fiction sur des espèces imaginaires ou disparues. N'est-ce pas là une manière de faire du négationnisme par reconnaissance, comme on le fait assez souvent par l'utilisation d'expressions telles que « musulmans de France » ou « gens du voyage » ? Déjà lorsque l'Europe comptait seulement quinze membres, il y avait parmi les citoyens européens environ 1,8 million de Roms, complètement transparents.

Leur présence pluriséculaire en Europe n'a jamais été considérée, mis à part quelques interpellations au Parlement européen. Explosion de l'intérêt formel pour ce peuple depuis 1990, concrétisé dans des documents aussi formels, mise en place de politiques et de programmes de plus en plus contestables et contestés par les intéressés eux-mêmes car ne servant que les structures à but non lucratif qui en tirent les subventions, gérées à la manière de véritables entreprises autosuffisantes, voilà en quelques mots le contexte dans lequel intervient la rencontre entre les Roms roumains et bulgares avec ceux des 25 autres membres de l'UE. La question qui demeure est celle-ci : cette rencontre permettra-t-elle un changement qualitatif de la vie des quelque 10 millions de Roms citoyens de l'Union ? ou bien la focalisation sur les minorités, et donc sur les Roms, s'effacera-t-elle une fois les anciens candidats membres et donc les critères politiques de l'adhésion devenus caducs ? Dans tous les cas, une chose est sûre, ce n'est pas le nombre qui changera quoi que ce soit, sauf peut-être dans les discours racistes du type lepeno-vadimà-sideroviste.

Romano Chavo

(signature : un petit gars rom)

Liens internet :
http://www.rromani.org ; rinchibarno.free.fr ; lesrroms.blogg.org ; htt-mayvon.chez-alice.fr ; rroms.blogspot.com ; rabouinsdunet.com ; filsduvent.oldiblog.com

Un avenir morose se met en place...

À une certaine époque, pas si lointaine, on nous nommait « nomades ». Aujourd'hui, l'appellation « gens du voyage » est tout aussi peu judicieuse car elle englobe, au sens réel du mot, toute une foule de personnes n'ayant rien à voir avec le peuple rom (comme les ouvriers de certains chantiers qui vivent en caravane), mais ne fait pas abstraction de tous les Roms, Sinto-Manouches et Gitanos sédentarisés qui, de ce fait, ne sont plus comptabilisables parmi cette population appelée « gens du voyage ». Pourquoi vouloir à tout prix nous trouver une dénomination commune ? Nous sommes soit des Roms, soit des Manouches, soit des Sinti, soit des Gitanos. Nous ne nous reconnaissons dans aucune autre appellation sortie tout droit de l'imagination des gadgés. Pour ma part, je suis manouche française. Donc, seules trois appellations sont possibles : Eolia la Manouche, Eolia la Française ou Eolia R... en tant que citoyenne à part entière.

À présent que la Roumanie et la Bulgarie viennent de nous rejoindre dans cette Europe des 27, quelle ouverture sommes-nous en droit d'espérer ? Allons-nous pouvoir travailler ensemble pour qu'enfin le génocide Rom soit reconnu ?

En France, il n'y a aucune mémoire administrative, aucune mémoire de lieux, aucun engagement officiel, pour commémorer les persécutions du peuple rom... Qu'en est-il en Roumanie, en Bulgarie ?

Quel accueil décent allons-nous offrir à nos frères de l'Europe de l'Est ? La libre circulation est-elle effective ou va-t-elle se trouver entravée par des demandes qui la rendront particulièrement difficile pour les Roms ? Aucun travail n'a réellement été tenté avant leur entrée dans l'Europe... Les expulsions ont eu lieu jusqu'au dernier jour. Cela laisse présager l'avenir morose qui est en train de naître...

Nous sommes des citoyens européens à part entière et nous sommes déterminés à croquer nous aussi notre part du « gâteau ». Nous refusons que des personnes non gitanes parlent en notre nom, continuent de faire pleurer dans les chaumières des bien-pensants sur notre sort... Nous sommes capables de prendre notre destin en main pour que nos enfants connaissent un avenir meilleur. Toutes les persécutions que nos anciens ont subies ont contribué non pas à nous affaiblir, mais à nous apprendre à nous organiser et à travailler ensemble, comme s'il était indispensable de vous prouver que nous sommes un peuple uni.

Eolia la Manouche

Photos de Romani Cris, association rom de Bucarest

Roms : Bulgarie, Roumanie

Photo d'Éric Roset

Droits fondamentaux et police au moment de leur entrée dans l'Union européenne

L'ATTITUDE inacceptable de la police française vis-à-vis de Roms roumains et bulgares a été souvent dénoncée. Entre les interpellations sans aucune raison valable, le racket auquel se livrent certains policiers, la violence inouïe qu'ils exercent lors de l'exécution de décisions d'expulsion de terrains, avec gazage, coups et menottes pour les enfants, les rafles où des familles sont séparées, etc., on peut se poser la question de l'utilité de ce comportement. On se rappelle surtout le cas du jeune Vilhelm Covaci, mort dans le canal Saint-Denis à Aubervilliers une nuit de juin 2006, après que des policiers l'eurent coursé.

Depuis le 1er janvier 2007, les Roms de Roumanie et de Bulgarie sont des citoyens européens. Est-ce que cette nouvelle donnée aura des conséquences dans la violence policière qui est régulièrement exercée sur eux?

Soyons cyniques : la coopération entre polices de ces pays n'a pas attendu l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union. Il est connu que des policiers français forment leurs collègues roumains, par exemple, et que les échanges entre les deux polices sont solides. Sur plusieurs points, la France donne des leçons, et sur ce point-là aussi, elle n'est pas défaillante. Or on sait que les relations internationales sont mutuelles.

La brutalité de la police roumaine héritée d'un autre temps aurait-elle gagné l'Hexagone grâce à la coopération européenne? Si c'est vrai, il n'y a pas de quoi être optimiste au vu de ces nouvelles adhésions.

Ghistovan
Romni de Roumanie

Photo d'Éric Roset

Photo d'Éric Roset

Les Roms de Roumanie

Quelques précisions apportées par Claire Auzias, rédactrice de l'ensemble du dossier sur les Roms

Graphie

La graphie correcte pour le mot Rom (qui veut dire « homme », au sens viril dans tous les dialectes mondiaux tsiganes), est Rrom – pour des raisons étymologiques.

Par commodité, j'ai simplifié avec un seul R, c'est pourquoi l'on trouvera dans ces pages soit un seul R soit deux rr.

Phalanstère

Le seul phalanstère réalisé du vivant de Fourier fut établi en Moldavie par Théodore Diamant, fouriériste moldave. Il donna ses terres et émancipa 200 familles roms qui y vécurent du travail agricole de mars 1835 à décembre 1836, date où les notables réactionnaires du lieu obtinrent sa fermeture. On peut en voir l'épopée dans le film de S. Stiopul, *le Phalanstère*, réalisé en 1972.

Esclavage

Quant à la libération des Roms roumains de l'esclavage (1848-1856), on peut lire le roman que l'écrivain rom Matéo Maximoff leur a consacré, *le Prix de la liberté*, aux éditions Wallada (305 p.), un roman qui attend toujours son Tony Gatlif pour devenir à l'écran le western des Roms.

Roms

Quel avenir politique pour les Roms européens désormais ?

Une interview de Nicolae Gheorghe, l'un des plus brillants esprits parmi les Roms actifs, ancien délégué à l'OSCE, par Claire Auzias

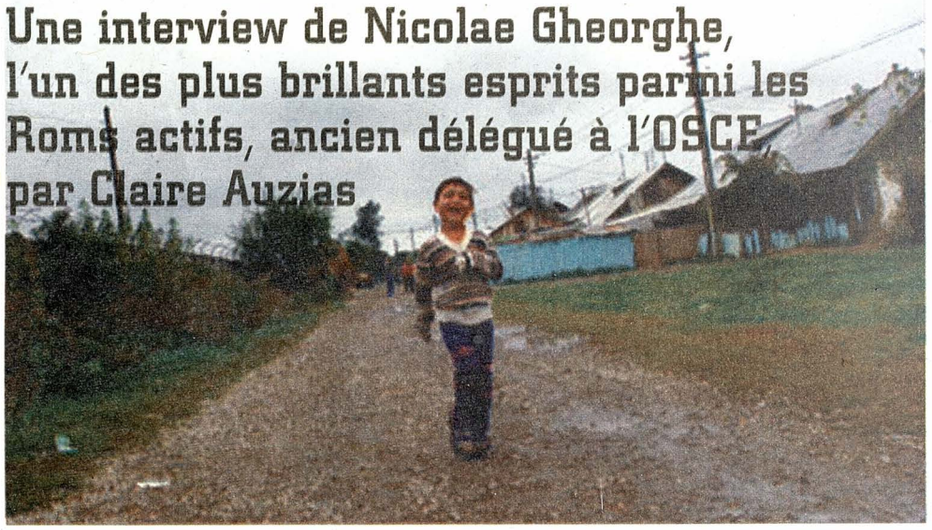


Photo d'Eric Roset

Tsiganiada

Là-bas, venant de toutes les contrées
les Tsiganes petits et grands sont réunis
quittant leur vie de nomades
et se pliant à leur nouvelle vie
décidant de ne plus errer à travers les pays
ni de subir le dédain du monde.

Poème héroïque en douze chants d'Ion Budai-Deleanu, esprit universaliste du XVIIIe siècle ; il symbolise les Roms comme figures d'émancipation de son pays (non traduit en français.).

Oh, fiers Tsiganes endeuillés de noir
Écoutez donc et gardez en mémoire
Toutes les paroles de ma majesté
Voilà je vous ai donné terres et maisons
Je vous ai distribué des armes solides
Ainsi que toutes sortes de vivres
Désirant qu'enfin votre populace
S'arrache à l'infamie et cesse
D'alimenter le mépris des autres.

« **Seule une "nation"** (au sens américain du terme : les cinq cents nations des Amérindiens, groupes du même sang, familles larges, du verbe *nascior*, naître, en latin : nation = selon la naissance ; note de Claire Auzias), fondée politiquement et non pas ethniquement (ici entendu aussi au sens vulgarisé d'"un même sang", C. A.) ni culturellement, pourrait refléter la diversité des Roms.

« Que signifie être Rom ? C'était un stigmate que j'ai intériorisé depuis mon enfance avec les enfants dans les rues et mes voisins, le fait que j'étais différent et cela signifiait quelque chose de moins que les autres. Franchement, je conserverai ce sentiment jusqu'à la fin de mes jours.

« Une nation romani – ou un État rom –, créée selon des lignes "ethniques" (c'est-à-dire liens du sang, C. A.), serait une construction artificielle, étant donné l'énorme diversité culturelle et sociale de ceux que nous nommons ordinairement "les Roms". Je suis devenu hautement réservé à l'égard de tous les concepts fondés sur l'idée naturaliste (sanguine) d'une nation ou d'une unité nationale.

« Les Roms eux-mêmes ont beaucoup souffert de l'effectivité, de la réalisation de tels concepts par d'autres tout au long de leur histoire. Copier ces concepts ne serait pas seulement artificiel, mais cela signifierait également devenir excluants, exclusifs et intolérants comme ceux que nous avons critiqués pour leur exclusion et leur intolérance. Cela ne peut pas être une solution.

« Je vois l'avenir des Roms sous les traits d'une minorité transfrontière et non nationale en Europe, minorité organisée sur des concepts politiques et civiques. Je crois que le processus en cours aboutira à la création d'une entité complexe, consistant en une multitude d'associations, de groupes, de partis politiques et d'identités à divers niveaux : locaux, nationaux et internationaux. En tant que "peuple politique" fondé sur la volonté individuelle plutôt que sur la "sanguinité", les Roms trouveront leur place dans un monde complexe, fait lui-même d'États nationaux, d'ONG, d'organisations internationales.

« Notre projet à la base contribue à ce processus de promotion de la participation des Roms à la vie publique afin d'y apporter leurs groupes contradictoires, voire parfois hostiles entre eux.

« Cet aspect est peut-être le plus grand défi de ma tâche, mais c'est maintenant le moment de rassembler les gens, de créer des alliances ponctuelles (nous ne travaillons pas pour l'éternité !)... si nous réussissons à capter leur imagination et à nous créer un but commun. »

Nicolae Gheorghe,
ancien délégué à l'OSCE-Odihr à Varsovie.

« Nous avons rêvé », rappelle Nicolae... (« I made a dream... », Martin Luther King, autrefois).

En romani : SI MAN JEKH SUNO.

L'expulsion du politique

Réfractions, n° 17, « Pouvoirs et conflictualités »

La *question sociale* est refoulée du niveau politique, par définition public et collectif, vers la défense des intérêts particuliers, vers le juridique.

René Furth

LES NUMÉROS DE LA REVUE de recherches et d'expressions anarchistes *Réfractions* se suivent – régulièrement tous les six mois – et ne se ressemblent pas. C'est que chacun est centré sur un thème et réalisé par une commission qui ne réunit qu'une partie du collectif de rédaction, avec des collaborateurs extérieurs choisis en fonction du sujet ou des affinités.

Après « Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie » (n° 16) et avant un numéro sur l'écologie, voici donc « Pouvoirs et conflictualités ». La réflexion sur le pouvoir, les différents modes de son exercice et les arguments idéologiques utilisés pour les légitimer est centrale dans la philosophie politique anarchiste. « De telles questions, écrit Normand Baillargeon (auteur par ailleurs de l'essai *L'Ordre moins le pouvoir*), sont à n'en pas douter immensément difficiles et complexes, mais elles présentent aussi un indéniable intérêt intrinsèque. De plus, les réponses qu'on leur donne conduisent à des enjeux qui ont des répercussions stratégiques et militantes. » (P. 23.)

La question centrale du pouvoir

Les rédacteurs n'ont pas reculé devant cette difficulté, on peut donc s'attendre à un ensemble dense qui demande une lecture attentive.

Dans la première partie de ce dossier, « Le politique, le sujet et l'action », Eduardo Colombo et Monique Boireau-Rouillé poursuivent la critique de la démocratie représentative qu'ils ont développée dans le n° 12 de la revue (« Démocratie, la volonté du peuple ? », printemps 2004). La question du pouvoir passe ici par l'analyse du « bloc » idéologique ou « imaginaire » de la pensée néolibérale, l'ensemble des théories du pouvoir et des positions de valeurs qui ont envahi depuis vingt ans l'espace intellectuel et médiatique pour présenter une économie de marché, régulée par la garantie des droits de l'homme et des intérêts privés, comme horizon indépassable de nos sociétés.

La critique se développe selon deux axes, contre deux théories apparemment contradictoires : la pensée néolibérale, telle qu'elle s'exprime, entre autres, chez Pierre Manent et Alain Renaut, et des analyses qui influencent certains courants de l'anarchisme contemporain, dits postmodernes ou néoanarchistes : celles de Michel Foucault.

Ce qui est en cause d'abord c'est, depuis la proclamation de la mort des idéologies, l'élimination du politique dans la conception d'une démocratie apaisée « d'apparence consensuelle (qui) laisse toute sa place à la résolution des conflits "légitimes" par la concertation et le dialogue, entre les "partenaires sociaux", en respectant la liberté de chacun ». (E. Colombo, p. 10.) La *question sociale* est refoulée du niveau politique, par définition public et collectif, vers la défense des intérêts particuliers, vers le juridique. La « rationalité de l'économique » se donne comme garant de l'ordre social. La vie démocratique ainsi que la résistance aux dérives individualistes et à l'apathie publique seraient assurées par les associations de la société civile. Ce qui se trouve réduit et nié ainsi, ce sont les inégalités sociales, le *conflit* entre dominants et dominés, exploiteurs et exploités. C'est le fait même de la *domination*, la nécessité de l'*émancipation*, qui se trouvent ainsi occultés.

Cette élimination du politique et de la conflictualité entraîne, comme allant de soi, l'évacuation de l'idée de révolution. Qui se renforce, ainsi que le développe Thomas Feixa, d'une assimilation du phénomène révolutionnaire à la Terreur et du socialisme réalisé au totalitarisme stalinien. Sur la question du totalitarisme et de son héritage en Europe, Pierre Sommermeyer analyse l'ouvrage collectif

Le jour se lève publié sous la direction de Stéphane Courtois, en remarquant que personne n'y fait à aucun moment référence à des études ou des auteurs relevant de ce qu'on pourrait appeler la sphère libertaire au sens large.

Par quel biais la pensée de Michel Foucault peut-elle recouper la théorie néolibérale du pouvoir ? Par l'élision, d'abord, de tout sujet politique. « Qui exerce la domination ou qui en bénéficie ? Qui combat, qui se révolte ? » (E. Colombo.) Et par la primauté accordée aux « luttes locales », aux résistances spécifiques qui se déconnectent du projet révolutionnaire global et ignorent l'État comme garant et soutien de toutes les dominations particulières. Deux articles développent le dossier Foucault : le commentaire par Normand Baillargeon d'un échange entre Foucault et Chomsky (1971) et la réflexion de Salvo Vaccaro sur « le double paradigme du pouvoir ». Le philosophe français trouve cependant un partisan déterminé dans un article de Tomás Ibáñez.

Miguel Abensour, qui est, avec Jacques Rancière et Castoriadis, une des références positives de ce numéro, y contribue par une éclairante analyse du *Discours de la servitude volontaire* en montrant que le propos de La Boétie, essentiellement *politique*, ne vise pas l'abdication individuelle mais bien la soumission collective au maître, la participation active des dominés à leur asservissement.

Le mouvement social

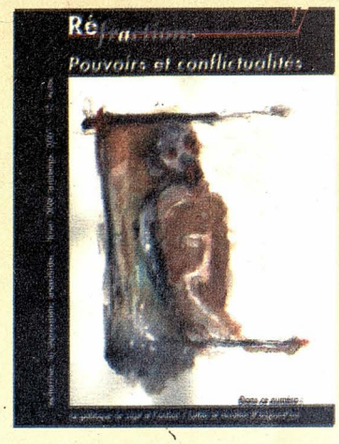
On peut, par endroits, soupçonner les organisateurs de ce numéro de méconnaître dans leur élan critique la portée subversive du mouvement social et les capacités de résistance et d'innovation de la société civile. Ils leur font cependant une part dans le chapitre « Luttes et révoltes aujourd'hui » de leur sommaire. Dans l'article qui l'introduit, « Comment reprendre en main le pouvoir politique ? », Annick Stevens précise la différence entre le social, « lieu des différences non réfléchies », et le politique, « lieu de réflexion de la société sur elle-même », espace du « pouvoir-faire » collectif opposé au « pouvoir-domination ». Relevant les dérives qui guettent le mouvement social quand il tente d'atteindre le niveau politique à travers la constitution en parti ou le choix de la démocratie participative, elle entreprend une évaluation des mouvements sociaux en Amérique latine. Claudio Albertani apporte d'autres éléments à cette évaluation en insistant sur l'apport spécifique des Indiens mayas à la rébellion zapatiste. Et Michel Pialoux, dans un entretien avec Monique Boireau-Rouillé, revient sur la crise de nos banlieues.

Michel Foucault, dont les thèses sont discutées dans le dernier numéro de la revue *Réfractions*.

Dans la rubrique « Transversales », René Fugler poursuit la thématique des pouvoirs, de la domination et de la résistance solidaire à travers les romans d'Ursula Le Guin. Retour à l'histoire réelle avec Jean-Marc Izrine qui rappelle dans une utile rétrospective l'apport méconnu des libertaires à la réhabilitation de Dreyfus. Des notes de lectures toutes intéressantes complètent cet ensemble, qui est illustré d'œuvres originales d'Hugues (et non pas Hervé) Grimard et d'une BD de Cliff Harper.

C'est là, à n'en pas douter, une publication importante. Elle marque avec rigueur et fermeté la volonté de l'équipe de confronter la pensée anarchiste à la vie intellectuelle du présent, d'y renouveler ses analyses mais aussi de faire face à la lourdeur du consensus. Ce qu'on peut noter aussi, c'est la participation d'une belle brochette d'universitaires (Bruxelles, Montréal, Palerme, Paris), ce qui confirme le retour de l'anarchisme à l'université après des décennies d'occultation.

Quant aux questions que pose la lecture, elles sont à la fois théoriques et « pratiques », pour ne parler ici que de pratique « éditoriale ». Pour le fond, le débat reste ouvert sur l'apport des analyses de Foucault à la réflexion libertaire et sur le sens et la portée du mouvement social. Pour l'usage, il reste les difficultés de la réception : d'abord le moyen de toucher le public élargi, « hors mouvance », à qui ce travail est aussi destiné, et l'on connaît l'allergie des médias à tout ce qui concerne sérieusement l'anarchisme. D'un autre côté, on peut prévoir les hésitations d'une partie du public libertaire devant des textes qui demandent une base d'information qui n'est pas immédiatement disponible pour tous. C'est qu'il reste une « médiation » à assurer, une vulgarisation (« rendre la philosophie populaire ») qui implique la reprise de telles analyses dans les débats, les commentaires de l'actualité et les discussions stratégiques. Il y a de quoi faire… **R. F.**



***Réfractions*, n° 17, « Pouvoirs et conflictualités », hiver 2006, 176 p., 12 euros, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, http://refractions.plusloin.org**

Black Book

ou le nihilisme est-il réaliste ?

Mato-Copé

Que les temps que nous vivons soient singuliers, voire déraisonnables, il suffit pour s'en convaincre de lire les textes consacrés à *Black Book*, le dernier film de Paul Verhoeven sorti sur les écrans en France le 29 novembre et qu'il présente en ces termes : « J'y vois une approche moins héroïque, plus authentique de cette période. Je voulais en montrer les ambiguïtés et les demi-teintes, en évitant tout manichéisme. *Black Book* est réaliste et provocant. »

Black Book se déroule à La Haye lors du passage particulièrement troublé de l'occupation allemande à la libération. La fiction suit une jeune juive, Rachel Stein (Carice van Houten), dont la famille a été massacrée et qui rallie la résistance. Sous le nom d'Ellis de Vries, elle infiltre le service de renseignements allemand et connaît une belle, mais forcément tragique, histoire d'amour avec le fringant capitaine SS Müntze (Sebastian Koch) qui dirige la Gestapo. Le malheureux capitaine a perdu femme et enfants lors des bombardements massifs de Hambourg et, du même coup, sa foi dans Goering, qui avait promis que jamais les avions alliés ne survoleraient le Reich. Du coup, le brave homme, qui collectionne les timbres, cherche à négocier avec la résistance hollandaise pour faire cesser les massacres. Les faits sont authentiques, nous disent les thuriféraires du film : le livre noir a bien existé, le capitaine aussi ainsi que ses tractations avec la résistance. Soit ! On pense alors bien sûr à Himmler, son patron, qui, lui aussi, lorsque les Russes étaient dans les faubourgs de Berlin, a cherché à négocier avec les alliés pour faire arrêter la guerre, une négociation qui, si elle avait été entreprise et menée au bout, aurait abrégé la guerre et épargné des vies. Hélas, les généraux nord-américains, obtus, ont refusé de discuter avec Himmler. Par ailleurs, Curzio Malaparte raconte dans *Kaputt* (publié dès 1944) que le Führer en second du Reich, quand il rentrait tard chez lui, passait par la porte de derrière pour ne pas réveiller son canari. Que les pires des crapules appartiennent à l'espèce humaine, quelle nouvelle !

À un autre moment, toujours exploitant la même veine, Malaparte raconte un épisode au sauna où Himmler dans sa nudité avec son petit zizi perd tout charisme pour redevenir ce qu'il est, un homme comme les autres. Paul Verhoeven ne manque pas de réaliser la scène. Le lieutenant Günther Franken, le profiteur, le jouisseur, après avoir baisé, vient pisser à poil dans la salle de bains où les deux femmes bavardent après leur partie de jambes en l'air : avec son torse poilu, son gros ventre et son petit sexe tout rabougri, il est vraiment ridiculement humain.

Face aux nazis, il y a bien la résistance des Pays-Bas, mais elle est minée par la traîtrise. Pis : alors que chez les SS aucun discours idéologique n'est tenu (à l'exception du patriotisme jusqu'auboutiste du méchant général qui fera fusiller Müntze), les seuls propos antisémites proférés dans le film viennent des résistants lors de la « trahison » de Rachel : ils se « lâchent » et disent explicitement « l'antisémitisme latent de la Résistance » (Jacques Mandelbaum, *Le Monde*, 29 novembre 2006). Car, évidemment, le véritable salaud dans le film, c'est l'un des leaders de la résistance qui se fait acclamer par la foule à la libération du

haut de son balcon pendant qu'il laisse agoniser l'héroïne qu'il vient d'assassiner. Chez Verhoeven, les justes n'existent pas. Utiliser ce qualificatif n'est-ce pas déjà faire preuve de manichéisme pour un réaliste comme lui ?

Intégrée depuis fort longtemps à la campagne promotionnelle des films, la presse emboîte le pas à Paul Verhoeren en reprenant son discours sans recul, presque mot pour mot : « Un film puissant, parfaite synthèse d'une œuvre marquée par le refus du manichéisme. » (Mathilde Lorie, *Rolling Stone*.) Dans *Première*, le journaliste trouve « brillant ! » de « renvoyer dans le même mouvement de caméra dos à dos collabos et résistants ». Certes il oublie qu'un panoramique est aussi affaire de morale, mais surtout il confond un point de vue idéologique avec l'expression du réel (il qualifie même le film de réaliste). Or, s'il existe bien une idée fondatrice de la domination, c'est bien celle qui considère que l'Homme (avec une majuscule comme il convient pour un essentialiste) est par nature mauvais. Du reste, c'est écrit dans la Bible et repris depuis par les pères de l'Église et par la plupart des philosophes. « L'enfer, c'est les autres », cette idée commune constitue même, au café du commerce, l'argument massue contre la liberté qui, sans barrière, conduirait à l'anarchie. Oh l'horreur !

Plus à « gauche », où le recours au réalisme est disqualifié, les arguments sont différents mais aboutissent à une conclusion identique. Après avoir vu Rachel tondue (a-t-il dormi pendant le film ?), François Forestier termine par : « Admirateur de Joris Ivens, Paul Verhoeven aime prendre l'histoire à contrepied : dans *Black Book*, il filme les traîtrises, les bassesses, les tourments, les grandeurs de la guerre. » (*Le Nouvel Observateur*, n° 2194, du 23 novembre 2006.) Les grandeurs de la guerre ! Pauvre Joris Ivens !

Alors rappelons à nouveau que, même dans l'Allemagne sous la terreur nazie, la résistance a existé et a sauvé des juifs, aidé des prisonniers (dans *L'Espèce humaine*, Robert Antelme raconte comment il a été sauvé de la déshydratation par un kilo de sel donné par un ouvrier allemand), secouru des évadés. Le prix à payer était connu de tous, et pourtant des justes ont existé et acquitté le prix fort : deux condamnations à mort par jour pendant toute la durée de la guerre prononcées par le tribunal du peuple (Der Volksgerichtshof, la juridiction d'exception conçue spécialement pour défendre l'État nazi), sans compter les tribunaux ordinaires qui ont prononcé des milliers de condamnations à mort pendant la même période. Rien que pour l'année 1943, plus de 5300 ! Le 27 octobre 1944, treize membres des Edelweißpiraten sont pendus ensemble à Cologne. Les plus jeunes, Günther Schwarz et Johann Müller, n'avaient que seize ans (depuis, des manichéens naïfs et simplistes ont gravé le nom des Edelweißpiraten au mémorial de Yad Vashem). Évidemment, tous les opposants n'eurent pas la chance d'être jugés : arrestations arbitraires suivies de tortures[1], exécutions sommaires, déportation dans des camps de concentration ou enrôlement de force dans des bataillons disciplinaires, dont le tristement célèbre 999, furent le sort des autres... Par respect pour le combat de ces dignes représentants de l'espèce humaine, il ne faut pas laisser dire que renvoyer collabos et résistants dos à dos entretient quoi que ce soit avec le réalisme, mais soutenir, au contraire, que ce discours participe de la perte du sens et justifie les abandons et les lâchetés d'aujourd'hui. **M.-T**

1.- Arrêté le 20 janvier 1937 dans le cadre de la répression des mouvements de solidarité avec l'Espagne, notre camarade Emil Mahnert se jette, selon la police, du second étage de la prison le 24 janvier. Champion du monde cycliste et opposant notoire au nazisme (il refuse de faire le salut hitlérien, de porter le maillot avec la croix gammée et, surtout, de se séparer de son entraîneur juif), Albert Richter meurt au cours de son interrogatoire le 2 janvier 1940. Son enterrement est suivi par des centaines de personnes qui savent pertinemment le risque encouru.

Certes il oublie qu'un panoramique est aussi affaire de morale, mais surtout il confond un point de vue idéologique avec l'expression du réel (il qualifie même le film de réaliste).

Fresnes, une prison française

Depuis 1989, combien de livres ai-je lus sur la prison ? Un certain nombre.

Ceux écrits par d'ex-prisonniers ont toujours réveillé, alimenté ma haine. Ceux écrits par des magistrats, des sociologues, des journalistes, pour beaucoup, m'ont informée de ce que je savais déjà.

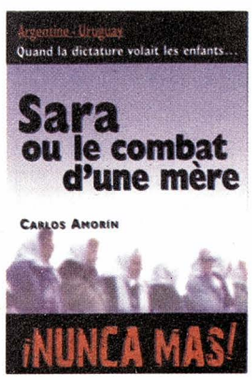
Pourtant j'ai appris beaucoup sur la misère carcérale avec Anne-Marie Marchetti, sociologue, à travers son livre *Pauvreté en prison* (éd. Eres) : en prison, plus tu entres pauvre, plus tu en sors pauvre. J'ai aussi appris beaucoup avec Christel Trinquier, journaliste, à travers son livre *Femmes en prison* (le Cherche Midi éditeur) sur ces femmes battues pendant cinq, dix, quinze ou vingt ans et qui, un jour, saisissent le fusil et abattent leur tortionnaire. Elles partent pour de nombreuses années dans un nouvel enfermement qui sera quelquefois aussi long que leur vie bafouée, humiliée.

Décembre 2006, *Fresnes, histoires de fous*, écrit par Catherine Hersberg, journaliste, qui, durant quatre mois, s'est plongée, immergée dans l'enfer des fous de Fresnes. Ce fut pour moi une descente sans concession dans des souffrances innommables, dans des peurs, des délires mortifères. J'ai voyagé à travers la folie, celle qui vous arrache les tripes. Mes nuits n'ont été que cris de désespoir, mes cauchemars ont été peuplés de corps pendus, désarticulés, de sourires édentés, de regards perdus, éperdus, qui traversent les murs, la souffrance crue exsude tout au long des pages. Chaque page un hurlement, chaque page un silence violent, chaque page un corps souffrant, chaque page un esprit délirant. Et, dans cet enfer de portes fermées, de barreaux, de cellules d'isolement, des femmes, que des femmes, médecins, infirmières, psychologues, se débattent pour apaiser, pour colmater, toutes ces douleurs enfermées dans ces têtes fêlées. Sans oublier les suicides qui hantent les couloirs de la mort des prisons françaises.

Je me hais d'être complice de ces tombes vivantes où des femmes, où des hommes, n'ont plus eu d'autre choix que la folie ou la mort pour retrouver leur liberté. Que font les politiques face à cette honte de la République ? Ils étranglent les financements, ils réduisent le personnel soignant. Ils assassinent ceux qui sont déjà morts.

Nicole

Émission « Ras les murs » sur Radio libertaire



Uruguay-Argentine : ¿Dónde están?

Les lois fleurissent qui mettent à l'abri militaires et policiers sud-américains impliqués dans les crimes commis pendant les dictatures : pour l'Uruguay, cette loi s'appelle « loi de caducité » (loi approuvée par référendum en 1976... comprenne qui peut !).

Uruguay, petit pays, certes, mais farci de militaires qui n'ont pas attendu leurs collègues argentins pour agir contre les « subversifs » ; ils « intervenaient » déjà en 1971, avant le coup d'État de 1973 qui les mit au pouvoir.

Certains des Uruguayens menacés se sont réfugiés en Argentine, là où ils avaient des attaches, des relations, des amis. À partir du coup d'État militaire argentin de mars 1976, la coordination mise en place entre les services de police et les militaires des pays du Cône sud (sous l'égide des États-Unis : le plan Condor) s'intensifie. Les militaires uruguayens, aidés des militaires argentins, tuent, font disparaître, enlèvent les ressortissants uruguayens.

Sara Mendez, ancienne institutrice en Uruguay, militante dans la résistance ouvrière et estudiantine, recherchée en Uruguay, s'est installée en Argentine. Elle est enlevée le 13 juillet 1976, ainsi que son fils, âgé de trois semaines, dont elle est immédiatement séparée.

Elle « disparaît » dans un lieu secret – un ancien garage utilisé par les forces armées connu sous le nom d'Automotores Orletti. Elle s'y retrouve avec quantité d'autres disparus ; tous sont encagoulés (déjà !), personne ne se voit ; ils sont torturés, certains sont tués.

Pourquoi être restée en Argentine, alors qu'il y avait de nombreuses arrestations et disparitions ? C'est une question que se pose Sara (et bien d'autres) ; fatalisme par manque de clarté politique ? refus de quitter le terrain (le territoire) des luttes ? Cachée au fond de soi, il y avait cette attente de la confrontation extrême...

Sara et une vingtaine des disparus du « trou Orletti » vont faire l'objet d'une transaction : les militaires uruguayens veulent que les États-Unis leur débloquent des fonds. Pour cela, il faut qu'ils démontrent que l'Uruguay est en danger, que la subversion y est importante, et armée. Ils montent donc de toutes pièces une opération spectaculaire : un vaste coup de filet dans une maison qu'ils cernent, où se trouvent des armes, qu'ils ont eux-mêmes déposées, et des militants politiques dangereux : ce sera la vingtaine de prisonniers ramenés en douce d'Argentine.

Grâce à cette mise en scène d'opérette, les disparus-réapparus seront remis en état, nourris, soignés, vêtus. Après maintes péripéties et tractations avec les militaires, Sara sera finalement libérée en mai 1978.

Depuis lors, elle a mené son combat avec détermination pour retrouver son fils ; beaucoup d'émotion, de déceptions aussi, on l'imagine bien, au cours de ces vingt-cinq ans de vie, et de lutte. Elle le retrouvera finalement le 8 mars 2002.

Carlos Amorín, lui-même exilé, a participé à la recherche des disparus et il nous raconte tout ça, ainsi que les retrouvailles et les questionnements douloureux par rapport aux enfants, à leur double identité et au sentiment de culpabilité qui résulte de leur histoire perdue et retrouvée.

Sita Jacaré

Sara ou le combat d'une mère
Argentine-Uruguay
Quand la dictature volait les enfants...
de Carlos Amorín, éd. de l'AAEL (Association pour l'art et l'expression libre), Toulouse, 13 euros.

Joie ! Le « musée du Hochet » a rouvert ses portes !

Paris croule sous les ouvertures et les réouvertures de musées : le Petit-Palais, l'Orangerie, le musée des Arts décoratifs, le « musée du Quai-Chirac ». Et à présent le plus chargé de gloire : le musée de la Légion d'honneur. Sis dans l'hôtel de Salm, face à une statue de Thomas Jefferson qui s'en inspira pour sa propriété de Monticello pendant qu'il faisait des enfants à ses esclaves noires, le musée de la Légion d'honneur est un modèle de propreté. Son personnel, un modèle de courtoisie. Ses collections, un modèle d'idiotie.

À tout seigneur, tout honneur, la légion du même nom créée par un gangster corse (non, pas Pasqua, Tibéri non plus) y occupe la plus grande part du rez-de-chaussée. Cela se comprend dans un musée dont l'un des donateurs s'appelle, ça ne s'invente pas, William Napoléon Cromwell.

L'entrée est gratuite, puisque l'honneur ne se vend pas. Enfin, si l'on oublie Jules Grévy et son petit commerce.

Certains visiteurs pouvant se lasser des deux douzaines de versions de légions d'honneur exhibées (originale, monarchie de Juillet, IIIe République, commandeur honoraire sous-Grand-Croix alternatif, etc.), le musée présente d'autres ordres de chevalerie. Des plus anciens, Toison d'or, Jarretière (celui qui a lancé l'expression « le ridicule ne tue pas »), Saint-Michel, Malte, aux plus récents.

N'écoutant que mon devoir, je me suis livré à de longues recherches, dont voici les résultats.

L'oscar de la médaille imbécile ira, juste retour des choses, à Hollywood. En effet, les États-Unis d'Amérique ont remercié les actrices et chanteurs qui faisaient la tournée des popotes de 1941 à 1945 en créant la médaille « Hollywood at war » ! Le césar de la médaille imbécile n'échappera pas à la France. L'ordre national du Mérite s'est multiplié, tel un Shiva à mille bras, en ordrillons. Dont celui, immortel, éclatant, du « Mérite touristique » ! Guides mes frères, gardiens de musée, chauffeurs de car, hôtesses de congrès à talons hauts et profils bas, animateurs à coussin péteur, la République reconnaît vos services ! Elle vous aime et vous place sur ses autels !

L'étranger, on le sait, nous envie tout. En particulier la Légion d'honneur. Je ne passerai donc pas sous silence les créations des rastaquouères. Est-ce la vodka des voisins ? est-ce le vent du nord qui a tourné la tête des Lituaniens ? Toujours est-il que je compte bien que, pour services distingués au *Monde libertaire*, l'ambassadeur lituanien m'épingle l'ordre du « Tueur d'ours » sur la poitrine. Les animaux sont pourtant aimés des ordres, en général les lions ou les aigles, mais cet amour s'étend jusqu'au « Condor des Andes » de Bolivie ou, plus poétique encore, au « Million d'Éléphants » du Laos ! On voudrait que le « Condor des Andes » vole « au Soleil du Pérou » ; toutefois, étant donné l'histoire des relations de ces deux pays, c'est peu probable. La botanique est plus rare, je n'ai noté qu'un « Épi florissant », avant « la Rose du Brésil ». En outre, grâce à la largeur d'esprit du Honduras, on peut espérer obtenir l'ordre « de la Sainte Rose et de la Civilisation ».

Les ordres demeurent peu féminins, à part ceux dédiés à la Vierge et à Sainte-Ermenegilde. Même les « Dames missionnaires de l'ordre Équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem » ne risquent guère, à cause de leur religion présumée, de recevoir l'ordre du « Croissant vert » (Comores). Elles conservent cependant leurs chances pour l'ordre du Pain aux raisins (Potkineland).

Un grand nombre d'étoiles brillent au firmament, la « Polaire » de la Suède, la « Blanche » d'Estonie, la « Brillante » de Zanzibar, j'en passe et des plus naines.

Dans mon grand respect pour la sagesse, je rêve à présent chaque soir du « Sceau de Salomon » qu'attribuait l'Éthiopie, et mon ange gardien a sans aucun doute reçu des mains de la reine de Suède l'ordre « des Séraphins ». En quittant ce lieu auguste, ne manquez pas d'acheter à la librairie le livre qui vous enseigne comment porter les décorations. Vous y découvrirez pourquoi on ne porte pas la Légion d'honneur sur un pardessus : parce qu'on ne laisse pas la Légion d'honneur au vestiaire.

En revanche, rien n'empêche de la laisser ailleurs...

Nestor Potkine,
qui vendrait bien quelques croix de l'ordre du Pain aux raisins, histoire de beurrer ses tartines.

gratte-cul rotatif pour bonobo

Le « Maitron » des anarchistes

Certains en rêvaient, tous et toutes le feront ! Il s'agit d'un projet à moyen terme puisque nous ne disposerons du dictionnaire biographique du mouvement libertaire qu'en 2009. Mais déjà des équipes se constituent et se mettent à l'ouvrage. Un tel projet est le résultat d'une coopération exemplaire de plus de vingt ans entre les *Chroniques syndicales* de Radio libertaire, d'une part, des Éditions de l'Atelier et des historiens sociaux du « Maitron », d'autre part. De cette *Coopération des idées* chère à Georges Deherme, sont nées de nombreuses émissions en direct sur l'histoire et les acteurs du mouvement ouvrier. Au fil des années, se sont construites une reconnaissance, une confiance mutuelle et une réelle amitié militante entre ces historiens et l'équipe des *Chroniques* qui aboutissent aujourd'hui à cette réalisation commune.

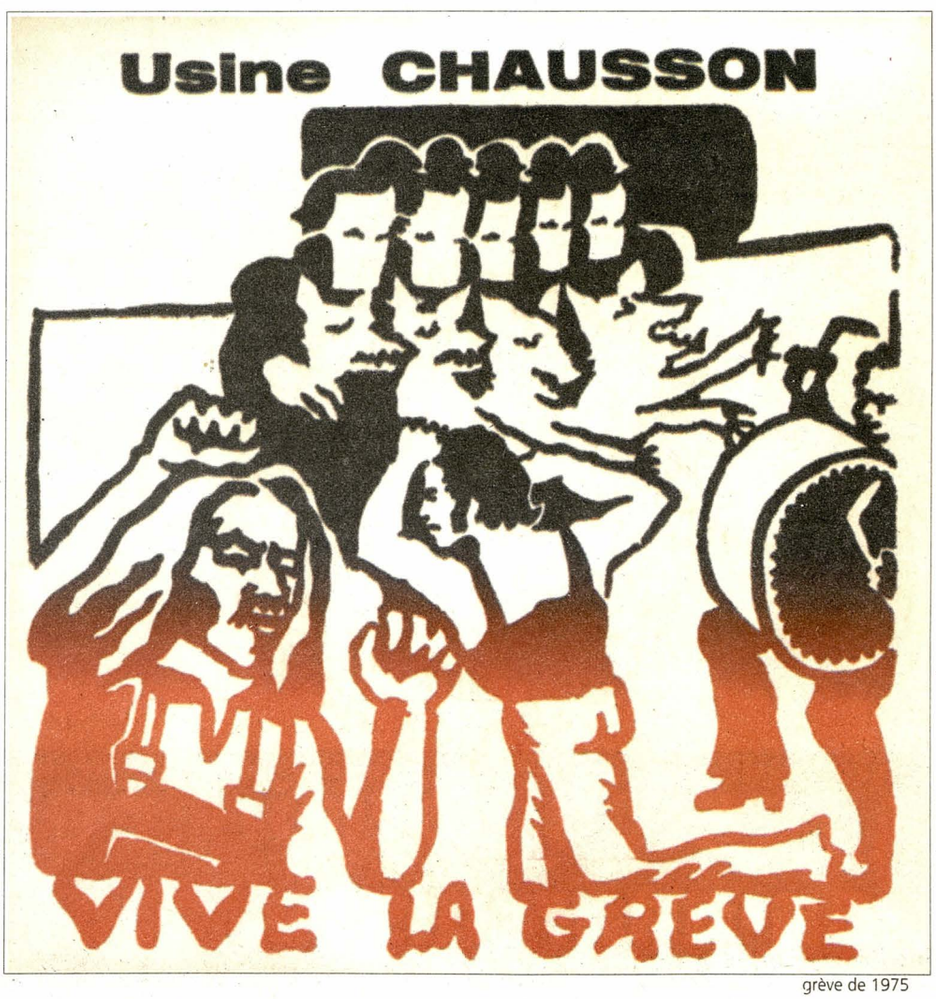
Le principe en est simple : ce futur dictionnaire biographique du mouvement libertaire sera piloté par une équipe mixte composée de militants et d'historiens qui assureront la coordination du projet, la collecte et la relecture des biographies. La réalisation directe, quant à elle, sera effectuée localement soit par le réseau des historiens, correspondants du « Maitron », soit par des militants libertaires volontaires. En d'autres termes, elle se fera dans une coopération réelle entre les différents acteurs. Toutes les militantes et tous les militants intéressés peuvent rejoindre l'équipe de pilotage et participer à la réalisation de cette œuvre commune. Pour ce faire, il suffit de se faire connaître par internet à hlnoir@club-internet.fr puis de suivre les règles d'élaboration d'une biographie. À savoir : aller aux archives départementales, consulter quelques ouvrages, respecter le format et les délais… et proposer son texte début 2009. Le réseau militant une fois constitué, l'équipe de pilotage, en fonction des lieux, des ressources locales et des disponibilités, passera commande à telle ou tel pour réaliser une ou plusieurs biographies.

L'ouvrage papier terminé devrait contenir de 500 à 600 biographies militantes. À celui-ci sera joint un CD-ROM probablement de plusieurs milliers d'autres et d'éventuels éléments iconographiques. Pour ouvrir le dictionnaire sur d'autres réalités, on ne le limitera pas aux militants qui ont œuvré en France. Une cinquantaine de biographies seront en effet consacrées à la vie de militants belges et suisses francophones et quelques-unes à des militants « non francophones » d'origine et ayant milité dans l'Hexagone.

Pour garantir la sortie du dictionnaire, une grande souscription sera lancée à la mi-2008 pour une livraison fin 2009. Pour le mouvement libertaire dans son ensemble, 500 souscriptions seraient un chiffre permettant à coup sûr la faisabilité financière de l'opération. Le montant de celle-ci devrait être de l'ordre de 55 euros (plus frais de port 5 euros).

Pour le mouvement libertaire, une telle initiative est une occasion de conserver la mémoire de ceux et de celles qui nous ont précédés dans la lutte sociale pour toutes les égalités. Nous espérons qu'elle sera bien reçue et que nombreux seront ceux et celles qui avec nous participeront à la réalisation de *notre dictionnaire*.

Hugues Lenoir,
Pour le groupe d'initiative du « Maitron des anarchistes »



grève de 1975

Radio libertaire

Jeudi 11 janvier

Si vis pacem à 18 heures: Faslane, M51 : Non aux profiteurs de guerre ! Avec des membres du collectif Non au M51.

Vendredi 12 janvier

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité : Jean-Pierre Faye. Tessier & Pascault, assistés de Valentin Schaepelynck, reçoivent Jean-Pierre Faye, poète, écrivain et philosophe. Né en 1925, Jean-Pierre Faye a, entre autres faits notoires, reçu le prix Renaudot 1964 pour son roman *L'Écluse* (Ed. du Seuil), rompu avec le groupe revue *Tel Quel* et Sollers, qui avait bien besoin de lui lors de sa création, créé la revue et la collection éponyme *Change*...

Les oreilles libres à 14 h 30: Musiques engagées. Invité : Scott Taylor, accordéoniste, trompettiste..., un musicien décalé, qui a notamment joué avec les Barking Dogs et les Têtes raides. Aujourd'hui, il joue et chante en solo et en duo avec l'Atelier Grandélire.

Offensive à 21 heures: Mexique : soutien à la commune de Oaxaca. À travers l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), la ville de Oaxaca a connu des affrontements sans précédent avec l'État. *Offensive* recevra le comité de soutien aux Mexicains en lutte.

Samedi 13 janvier

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Après celle de la guerre d'Algérie, une nouvelle génération d'historiens anticolonialistes entend devoir dénoncer les exercices d'autoflagellation portant sur le passé colonial de la France et les sommations de repentance collective auxquelles, selon leur point de vue, nous devrions tous nous soumettre. Avec un représentant de ce courant, Daniel Lefeuvre.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-americana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique latine. Nous accueillerons Romel Louis-Jacques, secrétaire de la plate-forme des associations franco-haïtiennes, et un journaliste haïtien. Le thème sera donc : la situation du peuple haïtien (dont on parle si peu !) et des mouvements associatifs qui ont commencé à émerger ces dernières années.

Dimanche 14 janvier

Folk à lier à 12 heures: Musiques traditionnelles. La sélection de l'année de Thierry...

Tempête sur les planches à 14 heures: Actualité du spectacle. Tempête roumaine : Ilka Schönbein explique *Pourquoi l'enfant cuisait dans la polenta*, sous Ceausescu — d'après le roman d'Aglaja Veteranyi. Puis interview de Gianina Carbunariu, jeune dramaturge de Bucarest. Et, depuis Paris, un cabaret lyrico-farceur : Au chat noir.

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Désaxés à 20 h 30: Le ciné en zone libre. Bilan cinématographique de l'année 2006, par Nachi et Raki.

Lundi 15 janvier

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ondes de choc à 16 heures: Magazine culturel. Invité : Jean Rollin, pour ses films et romans, mais aussi pour ses articles idéologiques parus entre 1963 et 1974 aux éditions La Rue et Le Monde libertaire.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

Mardi 16 janvier

Pas de quartiers à 18 heures: On reçoit Alban Lefranc pour ses activités militantes et son livre *Des foules, des bouches, des armes*, récemment présenté dans *le Monde libertaire*. Tous à vos galènes !

Jazz en liberté à 22 h 30: Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques organistes... Par Gérard Terronès.

Mercredi 17 janvier

Les destinées de l'Histoire à 8 heures: Karol Modzelewski, *L'Europe des barbares* (Éditions Aubier). Historien médiéviste polonais, il est plus connu en Pologne pour avoir coécrit une lettre adressée au POUP en 1965, avoir été emprisonné à trois reprises par le pouvoir communiste polonais et avoir été l'un des fondateurs de Solidarnosc que pour ses études, travaux et publications de médiéviste sur le monde des barbares, qu'il revisite entièrement, en redonnant à l'histoire et aux cultures des peuples païens européens la vraie place qui fut la leur.

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Mighty Mo Rodgers, renouveau flamboyant.

Sans toit ni loi à 12 heures: Émission sur les mal-logés et la précarité.

Ras les murs à 20 h 30: Actualités des luttes de prisonniers. Françoise Tétard et, peut-être, Vincent Peyre, analyseront, autour de leur livre *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée* (La Découverte / Alternatives sociales), la situation éducative d'aujourd'hui, sujet explosif depuis toujours !

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 18 janvier
Merlieux (02)

Rencontre débat autour du thème « Réalités et informations face aux pouvoirs et aux médias » en présence de Florence Aubenas et de Mimouna Hadjam, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Nîmes (30)

Rencontre débat avec Ronald Creagh sur le thème: « Être libertaire aujourd'hui » au Centre P.-Néruda, rue du Cirque-Romain, à 20 heures. Table de presse, entrée libre. Organisée par le Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste.

Vendredi 19 janvier
Besançon (25)

Débat contradictoire sur « les alternatives à l'économie de marché » avec la LCR, le Parti de la décroissance et la Fédération anarchiste, à 20 h 30, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Saint-Claude (39)

Réunion publique: police partout, avec Maurice Rajsfus, au Coffre-Fort, rue de Boneville, à 20 h 30. groupelucio@no-log.org

Samedi 20 janvier
Paris 18e

Anne Steiner et Loïc Debray présenteront leur ouvrage sur la *R.A.F. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Dijon (21)

Réunion publique organisée par les Voix sans maître, avec Maurice Rajsfus: « Sur le délire sécuritaire », à l'Hôtel des sociétés (salle Joliet), 7, rue de Docteur Chaussier.

Jeudi 25 janvier
Paris 17e

Serge Utgé-Royo en concert du 25 au 28 janvier à L'Européen, 3-5, rue Biot. Métro Place-de-Clichy. Parking: 11-12, rue du Forest.

Vendredi 26 janvier
Paris 17e

Serge Utgé-Royo en concert, voir jeudi 25 janvier.

Samedi 27 janvier
Paris 17e

Serge Utgé-Royo en concert, voir jeudi 25 janvier.

Dimanche 28 janvier
Paris 17e

Serge Utgé-Royo en concert, voir jeudi 25 janvier.

Samedi 3 février
Paris 18e

Maurice Rajsfus nous parle de ses Mémoires à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Jeudi 15 février
Merlieux (02)

Rencontre avec un écrivain de polar que nous apprécions beaucoup, Patrick Pécherot, auteur de *Belleville-Barcelone* (2003), *Boulevard des Branques* (2005), de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Vendredi 16 février
Saint-Claude (39)

Vidéo-débat: *Ni vieux ni traîtres* film de Pierre Carles pour la libération des prisonniers d'Action directe, au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20 h 30. groupelucio@no-log.org

Samedi 3 mars
Paris 18e

Thierry Maricourt nous parlera de son dernier ouvrage à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Jeudi 15 mars
Merlieux (02)

Rencontre avec Nan Auroussea, auteur de *Bleu de chauffe* et *Paroles de bandits*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Vendredi 16 mars
Saint-Claude (39)

Réunion publique: combattre la biométrie, avec le collectif jurassien pour le refus de prélèvement ADN, au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20 h 30. groupelucio@no-log.org

Jeudi 5 avril
Merlieux (02)

Rencontre avec Benoist Rey, auteur d'*Égorgeurs*, livre censuré en 1961, dénonçant les horreurs de la guerre d'Algérie, et des *Trous de mémoire* paru aux Éditions libertaires, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Jeudi 3 mai
Merlieux (02)

Rencontre avec Yves Couraud, auteur du *Guerrier souriant*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Photo d'Éric Roset